

REGION DE KIDAL

CERCLE DE ABEIBARA

COMMUNE DE ABEIBARA

REPUBLIQUE DU MALI

Un Peuple - Un But - Une Foi

**PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE SOCIAL ET
CULTUREL DE LA COMMUNE RURALE
DE ABEIBARA ORIENTE SUR LES OMD (2010-2015)**

Révisé avec l'appui technique et financier du PRCAPL¹ -

Novembre 2011

¹ Rappelons qu'initialement, le PDSEC a été réalisé avec les appuis techniques et financiers de CARE et du PASAM

INTRODUCTION.....	7
1.1- Contexte/justification	7
1.2- Objectifs du PDESC.....	7
1.3- Méthodologie.....	8
1.4- Structure du document	8
CHAPITRE I	10
ANALYSE DU CONTEXTE ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL	10
1.1- Présentation générale de la commune	10
<i>1.1.1- Situation historique et géographique</i>	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
<i>1.1.2- L'organisation administrative et politique</i>	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
<i>1.1.3- Les structures d'encadrement.....</i>	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
<i>1.1.4- Le relief.....</i>	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
<i>1.1.5- Le climat</i>	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
<i>1.1.6 L'hydrographie (voir les ressources en eau)</i>	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
<i>1.1.7 La végétation.....</i>	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
<i>1.1.8 Les sols et la géologie</i>	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
<i>1.1.9- Les ressources en eau</i>	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
<i>1.1.10- Les ressources forestières, fauniques et halieutiques..</i>	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
1.2- Analyse diagnostique de la commune.....	Erreur ! Signet non défini.
<i>1.2.1 L'Agriculture.....</i>	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
<i>1.2.3- L'exploitation forestière</i>	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
<i>1.2.4- Le commerce.....</i>	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
<i>1.2.5- Les routes et les transports</i>	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
<i>1.2.6- Le tourisme</i>	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
<i>1.2.7- L'exploitation minière et l'artisanat.....</i>	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
<i>1.2.8- L'éducation</i>	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
<i>1. 2.9 La santé.....</i>	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
<i>1.2.10- L'hydraulique</i>	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
<i>1.2.11 L'Energie</i>	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
CHAPITRE II.....	Erreur ! Signet non défini.
SYNTHESE DES DIAGNOSTICS ET PROBLEMATIQUE DE DEVELOPPEMENT 15	
2.1- Secteur Agriculture et Sécurité Alimentaire	15

2.2- Secteur Education	16
2.3- Secteur Genre	17
2.4- Secteur Santé	18
2.5- Secteur Eau/Assainissement	19
2.6- Secteur Routes et Transports	20
2.7- Secteur Energie.....	21
CHAPITRE III	21
3. EVALUATION DES BESOINS ET DES COUTS POUR LA REALISATION DES OMD	21
3.1. Tableau 2 : Agriculture et sécurité alimentaire.....	22
3.2 Tableau 3 : Education	22
3.3- Tableau 4 : Genre et autonomisation des femmes.....	23
3.4. Tableau 5 : Santé	24
3.5- Tableau 6 : Eau /Assainissement/Environnement.....	24
3.6 Tableau 7 : Routes	25
3.7 Tableau 8 : Energie.....	25
3.8. Commentaires par secteur OMD ;.....	25
3.9. Tableau 9 : Récapitulatif des coûts par secteurs et plan de financement de la commune.....	26
3.10 Commentaires par source de financement:.....	26
CHAPITRE IV	27
PLANIFICATION/PROGRAMMATION DU DEVELOPPEMENT	27
4.1- Définition de la vision stratégique de développement.....	28
4.2- Détermination des grandes d'orientations de développement	28
4.3- Détermination des axes stratégiques d'intervention	28
4.4- Cadre logique quinquennal	29
4.4.1- Tableau 10 : Axe stratégique Agriculture et Sécurité Alimentaire	29
4.4.2- Tableau 11 Axe stratégique Education.....	34
4.4.3- Tableau 12 Axe stratégique Genre et autonomisation de la femme	36
4.4.4- Tableau 13 Axe stratégique Santé	42
4.4.5- Tableau 14 Axe stratégique 5 : Eau-Assainissement.....	48
4.4.6- Tableau 15 Axe stratégique : Route	48
4.4.7- Tableau 16 Axe d'orientation stratégique Energie	50
4.5. Programme d'investissement pluriannuel et localisation des investissements	52
4.5.1. Tableau 17 Agriculture et Sécurité Alimentaire	52
4.5.2- Tableau 18 Education.....	58
4.5.3- Tableau 19 Genre	59
4.5.4. Tableau 20 Santé.....	62
4.5.5- Tableau 21 Eau et Assainissement	65

4.5.6- Tableau 22 Routes et Transports	66
4.5.7- Tableau 23 Energie	68
CHAPITRE V	70
MISE EN ŒUVRE ET SUIVI EVALUATION DU PDESC	70
5.1- Le processus de mise en œuvre.....	70
5.1.2- Mécanismes et stratégies de mise en œuvre	71
5.1.2.1- La mise en place d'un dispositif institutionnel et les mesures d'accompagnement	71
5.1.2.1.1- La mise en place du dispositif institutionnel	71
5.1.2.1.2- Les mesures d'accompagnement	72
5.1.2.2- La programmation annuelle et la budgétisation	72
5.1.2.3- La stratégie de mobilisation des ressources et la recherche de financement.....	73
5.1.2.4- Mise en œuvre du programme	74
5.2- Le système de suivi-évaluation	74
5.2.1- Mise en place du dispositif de suivi-évaluation	74
5.2.1.1- Suivi de la mise en œuvre	75
5.2.1.3. Le suivi de l'exécution financière	76
REFERENCES DES DOCUMENTS CONSULTES	76
ANNEXES.....	78
ANNEXE 1 : Démarche du processus de révision du PDESC	79
ANNEXE2 : Démarche méthodologique simplifiée de révision d'un PDESC orienté sur les OMD.....	80
ANNEXE 3 : Résumé des étapes du processus de révision d'un PDESC pour intégrer les OMD.....	83
ANNEXE 4 : Tableaux des indicateurs par secteur OMD	84
ANNEXE 3 : Liste des participants à l'atelier.....	95

SIGLES ET ABREVIATIONS

ACRM	Association des Cercles et Régions du Mali
AMADER	Agence Malienne pour le Développement de l'Electrification Rurale
AMM	Association des Municipalités du Mali
ANICT	Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales
ANICT	Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriale
BCG	Bacille- Calmette-Guerrin (Vaccin anti tuberculeux)
CAP	Centre d'Animation Pédagogique
CC	Conseil Communal
CCOCSAD	Comité Communal d'Orientation de Coordination et de Suivi des Actions de Développement
CLOCSAD	Comité Local d'Orientation de Coordination et de Suivi des Actions de Développement
CDMT	Cadre de Dépenses Moyen Terme
CDPE	Centre de Développement pour la Protection de l'Enfant
CED	Centre d'Education pour le Développement
COMD	Centre Objectif du Millénaire pour le Développement
CP	Comité de Pilotage
CROCSAD	Comité Régional d'Orientation de Coordination et de Suivi des Actions de Développement
CSA	Commissariat à la Sécurité Alimentaire
CSCOM	Centre de Santé Communautaire
CSCR	Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté
CT	Collectivité Territoriale
CT-CSLP	Cellule Technique du Cadre Stratégique de la Lutte contre la Pauvreté
DAE	Direction de l'Accademie d'Enseignement
DNA	Direction Nationale de l'Agriculture
DNAT	Direction Nationale de l'Aménagement du Territoire
DNBE	Direction Nationale de l'Education de base
DNCT	Direction Nationale des Collectivités Territoriales
DNE	Direction Nationale de l'Energie
DNEF	Direction Nationale de l'Enseignement Fondamentale
DNPFEF	Direction Nationale de la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille
DNR	Direction Nationale des Routes
DOT	Observation de l'Enfance Directe du Traitement(En Anglais Direct Observance of Traitement)
DRA	Direction Régionale de l'Agriculture
DRACPN	Direction Régionale du Contrôle de la Pollution et des Nuisances
DRE	Direction Régionale l'Energie
DRE	Direction Régionale de l'Energie
DRH	Direction Régionale de l'Hydraulique
DRHE	Direction Régionale de l'Hydraulique et de l'Energie
DRPFEF	Direction Régionale de la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille
DRPSIAP	Direction Régionale de la Planification, de la Statistique, de l'Informatique, de l'Aménagement du Territoire et de la Population
DRR	Direction Régionale des Routes
DRS	Direction Régionale de la Santé
DTCP	Diphtérie-Tétanos-Coqueluche-Polio

FNACT	Fond des National d'Appui aux Collectivités Territoriales
FNU	Fond des Nations Unies pour l'Equipement
MII	Moustiquaire Imprégné d'Insecticide
NTIC	Nouvelles Techniques de l'Information et de la Communication
OMD	Objectif du Millénaire pour le Développement
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OSC	Organisation de la Société Civile
PASAM	Programme d'Appui à la Sécurité Alimentaire au Mali
PCIME	Prise en Charge Intégrale de la Maladie de l'Enfance
PDES	Programme de Développement Développement Econmique et Social
PDESC	Plan de Développement Economique Social et Culturel
PISE	Programme d'Investissement du Secteur de l'Education
PIV	Périmètre Irrigué Villageois
PM	Pour Mémoire
PMH	Pompe à Motricité Humaine
PNSA	Programme National de Sécurité Alimentaire
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PRCAPEL/O MD	Programme de renforcement des Acteurs en Planification Locale/OMD
PRODEC	Programme décennal de Développement de l'Education
PRODESS	Programme décennal de Développement Sanitaire et Social
PROTOS	ONG Belge intervenant dans le domaine de l'eau potable
PSDR	Plan Stratégique de Développement Régional
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
PVM	Projet Village du Millénaire
SAPI	Sécurité Alimentaire Promotion de l'Irrigation
SAT	Schéma d'Aménagement du Territoire
SATD	Schéma d'Aménagement du Territoire et de Développement
SEF	Service des Eaux et Forets
SLPIA	Service Local de la Production et des Industries Animales
SSA	Sous Secteur d'Agriculture
VAR	Vaccin - Anti – Rougeoleux
VIH	Virus Immuno- déficient Humain
VTC	(Voluntary testing and Counseling) ou (Test de dépistage Volontaire)

INTRODUCTION

1.1- Contexte/justification

L'élaboration de ce PDESC s'inscrit dans le contexte global de la mise en œuvre du Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (CSCR) 2007-2011 et celui de 2012-2017 en cours de préparation, marquant à la fois la première phase quinquennale d'opérationnalisation du Plan Décennal (2006-2015) pour l'accélération de l'atteinte des OMD au Mali et la deuxième phase quinquennale du Programme National de Sécurité Alimentaire (PNSA) 2011-2015, la promulgation de la Loi d'Orientation Agricole (LOA) en septembre 2006 constituant le socle pour la politique générale de développement rural du pays.

Ces stratégies et politiques sont en adéquation et en cohérence avec les grandes orientations consensuelles proposées par la vision de l'Etude Nationale Prospective (ENP) Mali 2025 et le Projet pour le Développement Economique et Social (PDES) 2007-2012, du Président de la République, bâti sur une stratégie de puissance agro-sylvo-pastorale et halieutique, la poursuite du programme d'infrastructures économiques de base et le développement du secteur privé.

C'est en réponse à ces orientations majeures, que pour opérationnaliser les OMD à l'échelle locale, le Gouvernement du Mali a élaboré un vaste programme novateur ciblé sur l'accélération de la mise en œuvre des OMD dans les 166 communes les plus vulnérables aux crises alimentaires, dénommé « **Initiative 166 pour l'Accélération de l'atteinte des OMD dans les Communes les plus vulnérables du Programme National de Sécurité Alimentaire (PNSA)²** ».

La mise en œuvre de cette Initiative permettra à plus de 2,5 millions de personnes parmi les plus vulnérables du pays, vivant dans plus de 3000 villages, fractions et quartiers, de sortir de l'extrême pauvreté et de voir leurs conditions de vie s'améliorer, à l'horizon 2015.

1.2- Objectifs du PDESC

La loi N° **95- 034** du 12 avril 1995, modifiée portant Code des Collectivités Territoriales (CT) en République du Mali, stipule en son article 14, que le Conseil Communal règle par délibérations les affaires de la Commune, notamment celles relatives au Programme de Développement Economique Social et Culturel (PDESC). Cette obligation légale confère donc aux autorités communales la responsabilité de la conception, de l'élaboration et de la mise en œuvre du PDESC.

Le PDESC représente ce que la commune prévoit de faire, quand, comment, où et avec qui elle fera. C'est un outil de travail qui fixe des objectifs de développement, prévoit les actions à mener afin de les atteindre, et qui permet également d'évaluer les moyens nécessaires à mobiliser pour les réaliser. C'est en un mot « **un ensemble cohérent d'objectifs (ce que l'on veut avoir) et de stratégies (comment atteindre ces objectifs) sur un horizon de temps (court, moyen ou long terme) et les actions pour les atteindre** ». Il traduit la répartition des ressources de la commune, organise la mobilisation des acteurs et définit les actions

² Les 166 Communes ont été identifiées dans le cadre du Système d'Alerte Précoce (SAP), système d'information permettant de prévoir les crises alimentaires. Elles se situent dans les régions de Kidal, Gao, Tombouctou, Mopti, Ségou, Koulikoro et Kayes.

concrètes que la commune se propose de réaliser pour améliorer les conditions de vie des citoyens.

Dans cette optique, l'objectif de ce PDESC est de contribuer, dans un horizon de cinq (5) ans (2011-2015), à l'amélioration du bien être des populations de la Commune, grâce à une meilleure réalisation des OMD ciblés, à savoir : l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire, l'Education, le Genre et autonomisation de la femme, la Santé, l'Eau et l'Assainissement, Routes et transports et Energie. Le présent document est une révision du PDESC classique qui, dans son orientation stratégique, est faible en ce qui concerne la prise en compte de ces objectifs.

1.3- Méthodologie

La démarche utilisée, dans le cadre de la révision de ce PDESC pour intégrer les OMD, est fondée sur la capitalisation des procédures nationales d'élaboration des PDESC au Mali. Elle s'est largement inspirée du Guide méthodologique (H. SIDIBE et J. CLAPPERS, 2010) et de la base de données géo référencées I. 166 Communes, qui ont été conçu à cet effet³, ainsi que de l'approche développée par le Millenium Projet dans le contexte spécifique des Villages et Villes du Millénaires. La démarche de planification orientée sur les OMD est une nouvelle approche qui permet de planifier les ressources nécessaires pour atteindre les OMD. C'est un processus dynamique, participatif et itératif qui fait appel à l'engagement de l'ensemble des acteurs directement et/ou indirectement concernés de la Commune, à savoir :

- les autorités administratives et politiques ;
- le Conseil Communal ;
- les autorités traditionnelles (chefs de village, fraction et quartier) et leurs conseillers ;
- les populations de la Commune ;
- les services techniques sectoriels déconcentrés de l'Etat, intervenant au niveau local ;
- les organisations de la société civile, notamment CARE International ;
- les Projets et Programmes intervenant dans le Cercle, notamment le PASAM ;
- le réseau des prestataires de services, notamment le Bureau d'Etudes CADES ;
- les Points focaux sectoriels OMD aux niveaux national et régional.

Le processus technique de révision du PDESC a comporté les phases suivantes :

- la phase préparatoire du processus de révision ;
- la phase de réalisation des différents diagnostics par secteur OMD ;
- la phase planification/programmation ;
- la phase restitution aux différents niveaux concernés
- l'adoption du PDSEC par l'organe délibérant
- la phase de mise en œuvre et de suivi évaluation ;

Chacune de ces phases a été déclinée en plusieurs étapes (Pour le détail voir annexes).

1.4- Structure du document

Ce document est structuré en cinq (5) chapitres ainsi qu'il suit :

- Chapitre I. Analyse diagnostique du contexte économique, social et culturel
- Chapitre II. Synthèse des diagnostics et problématique de développement
- Chapitre III. Evaluation des besoins et des coûts pour la réalisation des OMD

³ Dr Hallassy SIDIBE et Joop Clappers, 2010 : Initiative 166 Communes du PNSA- Comment élaborer et mettre en œuvre un Programme de Développement Economique social et Culturel orienté sur les OMD ?, Bamako, Centre OMD.

- Chapitre IV. Planification programmation du développement
- Chapitre V. Mise en œuvre et Suivi - évaluation du PDESC

CHAPITRE I

ANALYSE DU CONTEXTE ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL

Ce chapitre est une vue d'ensemble du contexte territorial de la commune. Il décrit de façon sommaire, la situation historique et géographique, l'organisation administrative et politique, les structures d'encadrement, les caractéristiques écologiques et environnementales, la démographie et les modes d'occupation de l'espace ainsi que la situation de référence actuelle.

1.1- Présentation générale de la commune

1.1.1. Organisation administrative de la commune

La commune rurale d'Abeïbara a été créée en 1996 (Loi n° 96-059 du 04 novembre 1996) et couvre une superficie de 8345 KM2 soit 1,82 habitant au km², le taux d'accroissement est à 2,0 %.

Elle est limitée au nord par la commune rurale de Boghassa, à l'est par la commune rurale de Tinzaouatène, à l'ouest par la commune rurale d'Adielhoc et au sud par la commune urbaine de Kidal.

La population de la commune est constituée de dix fractions nomades réparties sur neuf secteurs de développement et d'un village chef lieu de commune. Elle est composée de 2448 hommes et 2137 femmes soit 44,57% de la population du cercle.

N°	Villages/fractions	Nbre/pers.	Chef de fraction
1	Kel Aghli		Bissa AG
2	Kel Akomass		Alhassane AG Atgtayoub
3	Imizekarane		Saghdoun AG Ibital
4	Telandiast		Hama Hama AG Acherif
5	Kel Taghlit		Ibrahim AG Saghid
6	Iradianatene		Imiyatène AG Inamoud
7	Irayaken I		Aghaly AG Hamdicknane
8	Irayaken II		Assafagh AG Alhader
9	Village		Oumar AG Attayoub
10	Kel Affala		Oumar AG Alla
11	Kel Djoumet		M'Baha AG Agouzou
	Total	4.585	

Source : RGPH 1998

1.2. Organisation Politique :

Un conseil communal de 11 membres élus en 2009 administre la commune. Celui-ci est assisté par un secrétaire général et par un régisseur de recettes. Le conseil communal est la structure chargée de la planification.

La tutelle est assurée par un préfet par intérim et un sous-préfet.

Les services techniques de l'Etat sont presque inexistantes dans la commune où ne résident que le personnel enseignant et le chef de poste médical (CSCOM).

La commune d'Abeïbara est membre du Syndicat Inter collectivité Adagh (SICA).

1.3. Environnement naturel :

Les sols sont limoneux et argileux-sablonneux. La partie nord de la commune est dominée par les montagnes de l'Adrar et celles d'Asrif d'une altitude moyenne de 800m.

Les vents sont chauds et secs et affectent la stabilité des sols.

Pendant l'hivernage, les oueds drainent leur eau vers les cuvettes intérieures ou sur le Tilemsi. Les mares saisonnières, les puits et les quelques impluviums réalisés ces dernières années constituent la principale source en eau de la commune dont le taux de couverture est encore faible malgré les infrastructures hydrauliques déjà réalisées.

La végétation ligneuse présente dans les oueds, se compose essentiellement d'acacias et autres épineux.

La faune sauvage est constituée de reptiles, rongeurs et petits carnivores. La sécheresse et le braconnage ont anéanti la faune jadis variée.

Il n'y a pas de données météorologiques sur la commune.

Trois saisons se partagent cependant l'année :

- Une saison humide (saison des pluies) allant de juillet à septembre est de plus en plus caractérisée par la diminution de la pluviométrie et sa mauvaise répartition dans le temps et dans l'espace ;
- Une saison sèche et froide de novembre à mars, avec des températures basses surtout les nuits (05° C),
- Une saison sèche et chaude d'avril à juin avec la présence de l'harmattan et des températures souvent très élevées (45°C sous abri).

1.4. Caractéristiques démographiques :

La population de la commune estimée à 4585 habitants représente 44,57% de celle du Cercle, elle est essentiellement composée de Kel Tamasheq ; cependant quelques familles Arabes vivent dans la commune.

Cette population est rurale (éleveurs nomades) ; ces mouvements sont plus fréquents vers les marchés de Tinzaouatène et de Timéyaouène (Algérie)

1.5. Espace économique et social :

Le système de production dominant est l'élevage extensif pratiqué au niveau des neuf secteurs de développement de la commune.

1.5.1.Elevage :

Il constitue la base de l'économie locale et la dégradation continue des pâturages ne permet plus l'élevage de toutes les espèces animales.

La mentalité des éleveurs, toujours hostiles à la vaccination, le traitement et le déstockage du cheptel pendant les périodes de soudure ne favorisent pas la rentabilité optimale du système de production.

Dans la commune, le cheptel représente 66% de celui du Cercle.

Données du recensement du cheptel transhumant et nomade de 2001 actualisé en 2009 :

Espèces	Bovins	Ovins	Caprins	Equ	Asins	Came lins	Total
	612	48927	33171		7035	20045	109 790

Source : DRPIA Kidal

1.5.2. Agriculture :

A cause de l'insuffisance de l'eau et des sites appropriés, l'activité de maraîchage reste une activité peu pratiquée dans la commune.

1.5.3 ; Commerce :

Les échanges commerciaux se font surtout avec l'Algérie d'où les populations importent les denrées de premières nécessités en échange de bétail. Ces échanges à cause de leur caractère informel restent toujours précaires.

1.5.4. services sociaux :

- Education : Le taux brut de scolarisation est de 4,8%, ce taux reflète la situation sur le terrain (une seule école à Abeïbara village) qui est sous fréquentée. Ce taux est le plus faible du cercle.

TBS par sexe en % dans la commune année scolaire 2007-2008.

Nombre d'enfant de 7-12 ans			Enfants scolarisés			Pourcentage TBS		
Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total
591	525	1116	36	18	54	6,1	3,4	4,8

Source : *Annuaire statistiques régionaux - cahier de rentrée CAP Tessalit.*

NB : l'objectif du PISE II est d'amener le taux de scolarisation dans l'ensemble du pays à 80% en 2008.

Pour relever le défi de la scolarisation, il est nécessaire de créer des nouvelles écoles dans certains secteurs de développement et assurer un approvisionnement correct des cantines scolaires et surtout organiser de vastes campagnes de sensibilisation des populations pour le recrutement annuel des enfants.

Tableau de quelques ratios pour l'année scolaire 2009 ;

Commune	Ratios	PISE II
Ecole / secteur de développement	0,11	
Elève/ maître	16,66	50
Elève/ salle de classe	8,33	50
Manuel/ élève	3,9	2

Ces ratios montrent de façon évidente que la fréquentation est insuffisante. L'amélioration de cette situation passe par la sensibilisation des parents pour recruter chaque année un nombre important d'enfants en âge d'aller à l'école. En 2008, sur 1116 enfants scolarisables, 50 seulement sont scolarisés.

Les manuels et les salles de classe pour les effectifs sont suffisants.

- Santé : Dans la commune, il existe un CSCOM qui vient d'être réhabilité. Sa fonctionnalité dépend de la capitalisation et de la présence du personnel technique. Cela est en voie avec l'installation du médecin de campagne (financement DDRK III). Des efforts devront être faits par les élus et la société civile pour la mobilisation sociale.

1.6. Infrastructures – Réseaux de transports – Communication – Hydraulique et Energie

La commune n'est accessible que par une route nationale et des pistes rurales en mauvais état.

Situation du Réseau de la Commune

Catégorie	liaison	Kilométrage	praticabilité
Routes nationales	Abeïbara -Tinzauatène	165	Permanente
Routes régionales	Abeïbara- Boghassa	104	permanente
Routes communales	Abeïbara- Acarcada	-	Saisonnière
	Abeïbara- Akomass	-	Saisonnière
	Abeïbara – Tassisset	-	Saisonnière

Le réseau de communication : Il y avait une radio rurale, un réseau télévision et un réseau SOTELMA qui ont été détruits. Depuis, la commune ne dispose d'aucune infrastructure de communication et ressent actuellement un enclavement réel.

Pour ce qui est de l'hydraulique, la couverture en eau des populations et des animaux est toujours insuffisante (dans la grille de programmation 48,51% des investissements ont été destinés aux seuls sous secteurs des eaux).

Dans tous les secteurs les populations ont inscrits dans leur plan d'action 2010 le problème d'eau comme problème majeur.

Comme contraintes, le schéma fait apparaître : l'existence de certaines maladies animales, l'absence de gestion rationnelle de l'espace pastoral, l'enclavement de la commune, l'analphabétisme des pasteurs, la réticence des populations nomades à la scolarisation et au traitement du bétail, l'absence des services techniques et la difficulté de recouvrement des impôts nécessaires au développement de la collectivité.

Situation des Puits Traditionnels, Modernes et Forages

Puits traditionnels	Puits modernes		Forages		Eaux de surface	
	Directs	Citernes	Equipés	Non-equipés	SHPA	Mares
	19		04	13	2	09
Ensemble	19		04	13	2	09

Source : DRHE

Les données de ce tableau montrent que le besoin en eau constitue un problème majeur. La commune dispose depuis 2010 de son schéma d'aménagement du territoire - un schéma qui fait ressortir des potentialités importantes dans le domaine de l'élevage.

II.PERSPECTIVES ET STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT

2.1 Orientations d'aménagement et de développement :

Aujourd'hui dans la commune d'Abeïbara, tout comme dans l'ensemble de la région, la principale préoccupation des populations demeure l'accès au développement, un développement durable, basé sur une croissance économique soutenue. Mais cela passe nécessairement par des préalables, c'est-à-dire :

- la maîtrise de l'eau pour réduire les besoins en eau des populations et du cheptel en réalisant des forages équipés, des barrages filtrants, des impluviums, des mares et des puits à grand diamètre dans toutes les zones à pâturages abondants ;
- la transformation/ conservation des produits de l'élevage ;
- l'émergence d'un nouveau type d'éleveurs mieux formés et mieux organisés avec un cheptel « productif et sécurisé » ;
- l'amélioration de la gestion des pâturages ;
- le relèvement du taux de scolarisation par l'ouverture de nouvelles écoles avec des cantines bien approvisionnées ;
- l'amélioration de la couverture sanitaire animale et humaine.

L'ensemble de ces stratégies d'importance capitale reposera sur l'implication de tous les acteurs dans la mise en œuvre des actions/projets viables et réalistes.

Le PDESC pour répondre à son objectif principal de développement, n'est en fait qu'une programmation/planification faisant appel à la participation de tous (populations, élus, société civile, privés, PTF).

SYNTHESE DES DIAGNOSTICS ET PROBLEMATIQUE DE DEVELOPPEMENT

Après cet aperçu général, le but de ce chapitre est de faire la synthèse des résultats des différents diagnostics techniques sectoriels OMD en liaison avec la situation de référence décrite plus haut.

2.1- Secteur Agriculture et Sécurité Alimentaire

ETUDE DE CAS : Commune Rurale d'Abeibara Cercle d' Abeibara Région de Kidal.

L'examen diagnostic technique pour la réduction de l'extrême pauvreté et de la faim dans la commune rurale d'Abeibara fait ressortir les observations de conformité suivantes avec les indicateurs OMD:

❖ En matière de Production et de Productivité

- Très faible superficies cultivables (3 ha), le dattier est produit dans cinq secteurs de la commune
- Faible pluviométrie dépassant rarement les 100 mm/an inégalement répartie,
- Aménagements maraîchers (40 ha),
- Aménagements hydro-agricoles (0 ha),
- Absence d'unités de distribution de semences améliorées (0% en 2010),
- Absence de plantes fertilisantes (0 en 2010),
- Existence d'infrastructure de stockage : 4 en 2010 pour 4 secteurs la commune,
- l'engrais chimique n'est pas utilisé au niveau des périmètres irrigués et maraichers par contre l'engrais organique est utilisé uniquement au niveau des périmètres maraichers.
- Présence de déprédateurs des cultures (oiseaux granivores, sautereaux),
- Sous équipements des producteurs.

Toutes ces contraintes font que la commune n'est pas autosuffisante en matière de productions céréalières et maraîchères.

❖ En matière de production halieutique et piscicole

- Absence de pêcheurs dans la commune;
- Pas de pisciculteurs : 0 en 2010,
- Pas de crédit pêcheurs et piscicoles : 0 en 2010,
- Absence d'étangs piscicoles : 0 en 2010.

❖ En matière d'intensification de l'Elevage

La commune est caractérisée par :

- Absence d'unités de transformation des sous produits d'élevage,
- Pauvreté des pâturages caractérisés par la faiblesse pluviométrique et à la dégradation de l'environnement et la surexploitation,
- Absence d'unité de fabriques d'aliments bétail : 1 unité en 2010,
- Absence d'unités de fabrique d'aliments volailles, absence de l'aviculture ;
- Insuffisance de crédits accordés aux éleveurs,
- Difficulté d'accès aux produits vétérinaires,
- Insuffisance d'infrastructure vétérinaire,
- Présence de mandataire vétérinaire dans la commune.

La commune de Abeibara, est une zone d'élevage par excellence cependant les potentialités y afférentes sont sous exploitées. Or ce sous secteur constitue une source considérable de revenus monétaire pour la population.

❖ **En matière de promotion des activités génératrices de revenus**

- Insuffisance des structures d'appui à la promotion des activités génératrices de revenus,
- Absence d'unités de conservation et de transformation des produits agro pastorale et de cueillette.

❖ **En matière de Nutrition des enfants, des filles adolescentes et des femmes enceintes et allaitantes**

- Absence de jardins scolaires dans la commune,
- Existence de cantines scolaires : 1/3 en 2010, mais les quantités des denrées sont insuffisantes.
- % Femmes mal nourrie : on note dans la commune 6,06% de femme mal nourrie,
- % des enfants souffrant d'une insuffisance pondérale : 27%,
- La prévalence du VIH chez les adultes (15-49 ans) est de 0,9% ce qui réduit le nombre de bras valides dans la commune.

❖ **En matière de gestion de l'eau à petite échelle**

- En matière de politique de gestion hydro agricoles à petite échelle, il faut noter une faible organisation des usagers des points d'eau modernes, et l'absence d'aménagements hydro-agricoles.
- Puits citerne : zéro en 2010,

La maitrise et l'accessibilité de l'eau sont capitales pour la réussite des activités agro pastorales.

A ces constats ci-dessus énumérés nous suggérons l'orientation suivante :

- ❖ Amélioration de la productivité et de la production Agricole en vue d'atteindre la sécurité alimentaire à l'horizon 2015.

2.2- Secteur Education

A partir des données du tableau des indicateurs tirés du costing, de l'annuaire régional (2008-2009), le rapport de rentrée du CAP de Tessalit (2008-2009) et du PDSEC de la commune d'ABEÏBARA on constate :

- L'inexistence de structure d'encadrement de la petite enfance avec une population estimée à 1116 enfants en 2008;
- L'existence d'une école de premier cycle avec 5 salles de classe, un effectif de 60 élèves pour 5 enseignants et sans second cycle;
- Un taux brut de scolarisation de 7 % et un taux net de 6% sont beaucoup en deca de la moyenne régionale qui sont respectivement de 55,3% et de 32,4% ;
- une couverture suffisante en manuels scolaires (100%) qui s'explique par un effectif très faible ;
- un taux d'achèvement de 1% du à la forte déperdition scolaire ;
- Le ratio fille/garçon (0,49) est très faible ;
- L'éducation non formelle est inexistante à part quelques sessions de formation organisées par les ONG et les structures déconcentrées de l'éducation à travers le programme vigoureux de l'alphabétisation.

Pour une meilleure amélioration de la scolarisation dans la commune de d'ABEÏBARA il faudra un changement total de comportement de la population par une sensibilisation intensive.

Les grandes orientations :

Pour l'atteinte des OMD dans le secteur de l'éducation il faudra :

- Augmenter le taux de scolarisation (construction de salles de classes, de CDPE et de structures de non formel) ;
- Améliorer la qualité de l'enseignement en recrutant des enseignants des éducateurs préscolaires et des animateurs.

2.3- Secteur Genre

Le PDESC de ABEIBARA ne fait pas cas des OMD et ne prévoit rien pour le développement de la fille et de la femme.

Concernant l'état civil (naissances, mariages, décès) sur une population 4585 habitants en 2009 ; 27 naissances, 4 mariages et 02 décès ont été enregistrés à la mairie. Des efforts de sensibilisations, la construction des centres secondaires et la prise en charge des agents ambulants d'état civil sont nécessaires afin d'améliorer la couverture d'état civil.

Dans le domaine de l'allègement des tâches ménagères des femmes, la commune ne dispose que de 01 moulin , il est important de mettre l'accent sur l'allègement des tâches ménagères pour faciliter la scolarisation et maintenir des filles .

S'agissant de l'accès des femmes aux postes électifs et nominatifs des mesures supplémentaires sont à prendre pour encourager les femmes à être candidates aux élections. Le constat est de 0 femme sur 11 élus et seulement 1 candidate sur 88 présentés aux élections municipal en 2009.

La commune compte 0 enseignante sur 4 enseignants ; des mesures doivent être prises pour encourager les enseignantes à servir dans la commune afin d'encourager la scolarisation des filles. Il est important de créer le second cycle du fondamental pour inciter les filles à achever le cycle primaire et poursuivre leurs études.

ORIENTATIONS STRATEGIQUES

Vu le constat du diagnostic, de façon globale nous proposons à la communes de "*promouvoir l'autopromotion des filles et des femmes*"

De façon spécifique, il s'agit de :

- Renforcer les opportunités pour l' éducation post primaire des jeunes filles et intégrer dans les programmes scolaires des cours d'éducation sexuelles ;
- Investir dans les infrastructures pour alléger les taches ménagères des femmes et des jeunes filles ;
- Renforcer l'équité homme/femme dans l' emploi et augmenter la représentation des femmes aux poste électifs, nominatifs et organes de gestion ;
- Lutter contre les violences faites aux femmes et Garantir les droits à la propriété et à la succession pour les femmes et les jeunes filles.

2.4- Secteur Santé

La commune rurale de **Abeibara** dispose d'un CScCom fonctionnel. Cette commune compte une population totale de 4585 habitants (RGPH 2009). Le personnel sanitaire est composé de : un médecin, un technicien supérieur de santé, 2 infirmiers de premier cycle, une infirmière SMI, une matrone, un gérant de DV. Ce personnel est très instable.

1. LA SANTE MATERNELLE :

Les indicateurs de la santé maternelle (Soins prénataux 5%, Assistance spécialisée à l'accouchement %, Soins Post partum %, Soins en urgence Obstétricale %, Taux d'utilisation de planning familial 0,34%, Taux de couverture en Moustiquaire Imprégné (12%), sont de très loin au dessous des cibles OMD. Il est à noter presque l'ensemble des activités de santé de la commune d'Abéibara se font en équipe mobile polyvalente. Toute perturbation de la sécurité influe sur la mise en oeuvre des activités donc sur les résultats.

2. LA SANTE INFANTILE :

Le taux de couverture des antigènes (BCG 57%, Penta1 56%, Penta3 14%, VAR 27% Ces résultats sont très loin au dessous des objectifs nationaux voir même au dessous des cibles OMD: 100% pour tous les antigènes. Ce faible taux pourrait s'expliquer en partie par la faible continuité dans la mise oeuvre de l'équipe mobile polyvalente.

3. LES GRANDES MALADIES INFECTIEUSES (VIH/SIDA, TB ET LE PALUDISME) :

Le taux de couverture en moustiquaire imprégné est de 12% .Ce taux est jugé faible par rapport au taux de prémunition qui est de 80%. Les activités de dépistage de la tuberculose et du VIH/SIDA dans la commune de Abeibara ne sont pas menées cela s'explique par l'absence de centre de diagnostic et de traitement à leur niveau.

AXES D'ORIENTATION :

1. RENFORCEMENT DE LA COUVERTURE SANITAIRE DE LA COMMUNE DE Abeibara

- a. Construction et équipement des Cscoms
- b. Amélioration de la qualité des soins par le recrutement de personnel qualifié et la formation continue.

2. LA SANTE MATERNELLE :

- a. Renforcement des activités de CPN
- b. Renforcement des activités de CPON
- c. Renforcement de la planification familiale.

3. LA SANTE INFANTILE

- a. Renforcement de PEV de routine ;
- b. Organisation des campagnes de vaccination (SIAN, JNV, TNN, fièvre jaune...).

4. LES GRANDES MALADIES INFECTIEUSES (VIH/SIDA, TB ET LE PALUDISME) :

- a) Organisation des campagnes d'information et de sensibilisation sur le VIH/SIDA, la tuberculose et le Paludisme,
- b) Distribution des supports de prévention à la population
- c) La prise en charge des cas.

2.5- Secteur Eau/Assainissement

- **Accès à l'eau potable :**
- **Accès à l'assainissement :**

2.6- Secteur Routes et Transports

Le réseau routier actuel de la Commune comprend exclusivement 102 km de pistes saisonnières en mauvais état. Il n'existe pas de routes bitumées ni de pistes améliorées, ni de routes en terre moderne. Cette situation entrave le développement de la commune compte tenu du fait que les infrastructures routières sont indispensables à l'atteinte des OMD.

Les cibles OMD prévoient 0,5 km de routes bitumées pour 1000 habitants d'ici 2015. Pour l'atteinte donc des OMD au niveau de la commune, avec une population estimée à 4 585 habitants repartis entre 11 Fractions au 31 décembre 2009, la longueur du réseau routier à aménager devrait être de $4\,585/1000 \times 0,5 = 2,2925$ km de routes bitumées, très insuffisant pour l'atteinte des objectifs de désenclavement au niveau de la commune.

L'objectif visé par le projet concerne un réseau routier de 102 km retenue dans le cadre de ce diagnostic. C'est ce réseau qui sera entretenue et qui ne devrait pas varier à l'horizon 2015. Mais les 102 km de pistes seront maintenues en état de praticabilité en toutes saisons en vue de l'atteinte des cibles de l'indicateur d'accessibilité rural « Pourcentage de populations rurales vivant à 2 km d'une route praticable en toutes saisons ».

Il s'agit donc d'opérations d'entretien des pistes sur la période jusqu'en 2015.

Le réseau routier retenu de la commune se compose donc de 102 km de pistes saisonnières d'intérêt communal à entretenir avec les cibles 2015 comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

PISTES COMMUNALES	Situation 2010	Cibles 2015
Longueur de pistes saisonnières de la commune	102 km	102 km

L'entretien de ces 102 km sera effectué selon les normes et catégories qui existent au niveau de la Direction Régionale des Routes. Il s'agit d'opérations d'entretien ci-dessous :

- Entretien courant ;
- Entretien périodique ;
- Entretien d'urgence.

Les actions permettant l'atteinte des objectifs d'entretien se présentent comme suit :

- Maintenir les pistes reliant le chef lieu de la commune d'ABEIBARA à la route nationale de préférence bitumée ou en terre moderne la plus proche ;
- Maintenir les pistes reliant le chef de la commune aux chefs lieux des communes voisines notamment celles économiquement plus importantes ;
- Maintenir les pistes reliant le chef de la commune aux villages les plus enclavés.

1.4. Orientations stratégiques : proposition de nouveaux axes d'intervention

2. Maintenir les infrastructures de transport existantes dans un état de praticabilité en toute saison dans le cadre du désenclavement intérieur de la commune ;
3. Favoriser l'approvisionnement des zones de consommation de la Commune à partir des zones de production en priorisant les zones les plus enclavées ;
4. Renforcer l'intercommunalité dans le cadre du maintien des infrastructures routières de Cercle et du désenclavement extérieur de la Commune.

2.7- Secteur Energie

Le bois sec est utilisé pour les besoins de cuisson dans la commune. La population est répartie entre des sites très peu peuplés.

a) Energie domestique

Le taux d'utilisation des foyers améliorés est faible (0%). Cette situation peut s'expliquer par :

- ✓ Insuffisance de sensibilisation des populations sur les avantages des foyers améliorés ;
- ✓ Le coût élevé des foyers (accès économique) et Leur faible disponibilité (accès physique) ;

b) puissance mécanique

La situation de la commune ne favorise pas l'installation de moulin du point de vue rentabilité.

c) électrification

La commune est très peu peuplée (4 585hbs RGPH 2009), la solution d'électrification par kit solaire est alors envisagée pour Abebara.

Orientations de la commune

1. Préservation de l'environnement ;
2. Promotion de l'électrification rurale ;
3. Développement des stratégies d'allègement des travaux domestiques.

Objectifs

1. Préservation de l'environnement

- Porter le taux d'utilisation des foyers améliorés de 0% en 2009 à 50% en 2015 ;
- Introduire l'utilisation du gaz en portant le taux de 0% en 2009 à 5% en 2015 ;

2. Promotion de l'électrification rurale

- Rendre accessible l'électricité aux populations de la commune en passant le taux 0% en 2009 à 55% à 2015 ;

3. Développement des stratégies d'allègement des travaux domestiques.

- Rendre facile l'accès de la commune au service de moulin.

CHAPITRE III

EVALUATION DES BESOINS ET DES COUTS POUR LA REALISATION DES OMD

Après cette synthèse du bilan- diagnostic de la situation actuelle de la commune et de sa problématique de développement, dans ce chapitre, les résultats qui suivent portent sur l'évaluation des besoins et des coûts (costing) pour la réalisation des OMD, à partir des

modèles conçus par le Millénium Project et adaptés au contexte communal. Il s'agit là d'une démarche essentiellement technique appliquée à chaque secteur OMD.

3.1. Tableau 2 : Agriculture et sécurité alimentaire

Abeibara										
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2010-2015	ETAT	COM	PTF
Productivité agricole										
Sous-total 1	0	0	135000	55000	5000	35000	280000	98000	28000	154000
Autres activités génératrices de revenu										
Sous-total 2	0		239062,5	243062,5	243062,5	112032,5	837250	293037,5	83725	460487,5
Nutrition										
Sous-total 3	0	0	25000	3000	10000	30000	65000	22750	6500	35750
Renforcement capacité/Sensibilisation										
Sous-total 4	0	0	130000	105000	105000	123000	480000	53300	43800	240900
Total des Coûts	0	0	529062,5	412062,5	363062,5	300032,5	1662250	467087,5	162025	891137,5
Coût total per capita (Fcfa)		0	115	90	79	65				

3.2 Tableau 3 : Education

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	Total 2010 - 2015 (en millier de FCFA)
RÉSUMÉ TOTAL COÛTS (Fcfa)							
Education préscolaire (3 - 6 ans)							
Investissement					20 000		20 000
Renouvelable	2 444	2 251	2 356	2 479	3 110	3 242	15 882
Total							35 882
Coût par élève							39
Enseignement fondamental (1er Cycle: 7 - 12 ans)							

INVESTISSEMENT	66 595	41 084	42 483	35 359	29 143	34 318	248 982
Renouvelable	16 860	22 995	30 107	36 356	41 515	47 673	195 506
Total	83 455	64 079	72 590	71 715	70 658	81 991	444 488
Coût par élève							412
Education Non Formelle (CAF/CAFé et CED)							
Total	4 728	5 280	5 853	6 153	7 039	7 670	36 723
Total education							
investissement	71 323	46 364	48 336	41 512	56 182	41 988	305 705
renouvelable	19 304	25 246	32 463	38 835	44 625	50 915	211 388
Total	90 627	71 610	80 799	80 347	100 807	92 903	517 093
Coût par capita	19	15	16	15	19	17	
Moyenne coût total par tête (2010-2015)	16,752						



3.3- Tableau 4 : Genre et autonomisation des femmes

Objectifs Spécifiques/ Années	2010	2011	2012	2013	2014	2015	TOTAL 2010- 2015
1- Renforcer les opportunités pour l' éducation post primaire des jeunes filles et intégrer dans les programmes scolaires des cours d'éducation sexuelles ;	747	997	1 055	1 923	2 784	3 388	14 413
2- Investir dans l'infrastructure pour alléger les tâches des femmes et des jeunes filles	577	700	723	747	772	799	4 318

3- Renforcer l'équité homme/femme dans l'emploi et augmenter la représentation des femmes aux poste électifs, nominatifs et organes de gestion ;	45 851	52 232	59 503	70 317	77 800	88 314	394 018
4- Lutter contre les violences faites aux femmes et Garantir les droits à la propriété et à la succession pour les femmes et les jeunes filles.	1 167	1 621	1 763	1 921	2 112	5 829	14 413
Questions systémiques	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	48 343	55 550	63 044	74 908	83 468	98 329	423 643
POPULATION	5	5	5	5	5	5	30
Le coût moyen par TETE	10	11	13	15	16	18	14

3.4. Tableau 5 : Santé

Synthèse

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	Total
Population	37 902	39 162	40 484	41 873	43 329	44 860	
Paludisme	3 380	3 380	3 380	3 380	3 380	3 380	20 278
TB	1 270	1 270	1 270	1 270	1 270	1 270	7 623
ViH	14 005	14 005	14 005	14 005	14 005	14 005	84 028
Santé Maternelle	5 012	5 012	5 012	5 012	5 012	5 012	30 073
Santé infantile	14 707	14 707	14 707	14 707	14 707	14 707	88 243
Infrastructure	60 860	60 860	60 860	60 860	60 860	60 860	365 160
Total	99 234	99 234	99 234	99 234	99 234	99 234	595 406
Cout per capita	3	3	2	2	2	2	

3.5- Tableau 6 : Eau /Assainissement/Environnement

3.6 Tableau 7 : Routes

COUTS PISTES SAISONNIERES EN MILLIER

	2010	2011	2012	2013	2014
Entretien régulier	45 900	45 900	45 900	45 900	45 900
Entretien périodique	204 000	204 000	204 000	204 000	204 000
Réparation d'urgence	4 590	4 590	4 590	4 590	4 590
Total	254 490	254 490	254 490	254 490	254 490

PER CAPITA COST SUMMARY : PISTES SAISONNIERES EN MILLIER

	2 010	2 011	2 012	2 013	2 014	2 015
Routes communales						
Total	50 651	49 050	47 472	45 921	44 398	42 876
Grand per capita total	50,65	49,05	47,47	45,92	44,40	42,88

3.7 Tableau 8 : Energie

Coût par secteur énergétique (en milliers de CFA)								
Années	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2010-2015
Système de cuisson		1 036	1 696	2 398	3 142	3 930	4 765	16 967
Electrification		307	633	980	1 347	1 737	2 150	7 155
Puissance mécanique		35	63	92	124	157	308	779
Grand Total		1 378	2 393	3 470	4 613	5 824	7 223	24 901
Coût par habitant								
Système de cuisson		0,1	0,2	0,2	0,3	0,3	0,4	1,5
Electrification		0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,6
Puissance mécanique		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Grand Total		0,1	0,2	0,3	0,4	0,5	0,6	2,2

3.8. Commentaires par secteur OMD ;

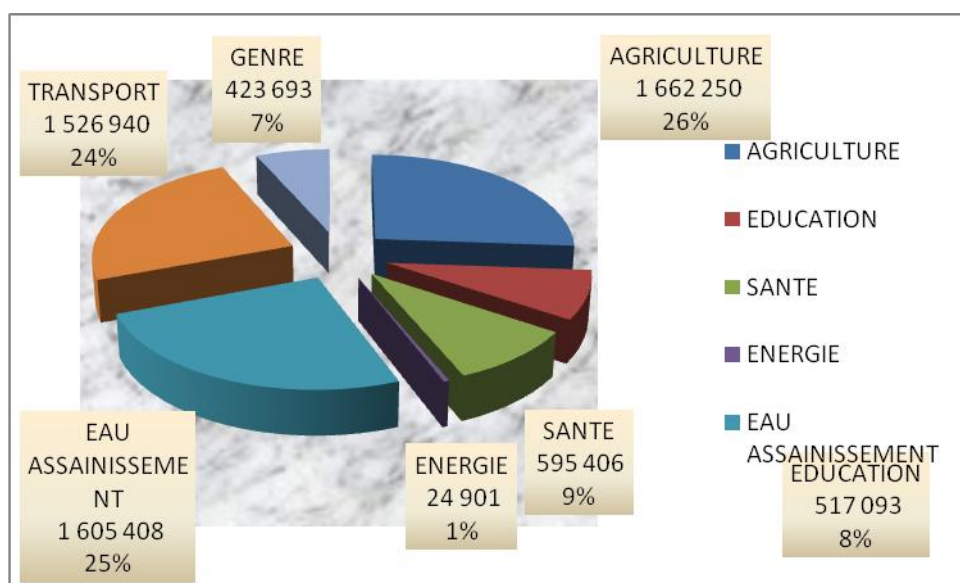
3.9. Tableau 9 : Récapitulatif des coûts par secteurs et plan de financement de la commune

	COUT TOTAL	COMMUNE	ETAT	PTF
AGRICULTURE	1 662 250	166 225	581 788	914 238
EDUCATION	517 093	51 709	180 983	284 401
SANTE	595 406	59 541	208 392	327 473
ENERGIE	24 901	2 490	8 715	13 696
EAU ASSAINISSEMENT	1 605 408	160 541	561 893	882 974
TRANSPORT	1 526 940	152 694	534 429	839 817
GENRE	423 693	42 369	148 293	233 031
TOTAL.....	6 355 691	635 569	2 224 492	3 495 630

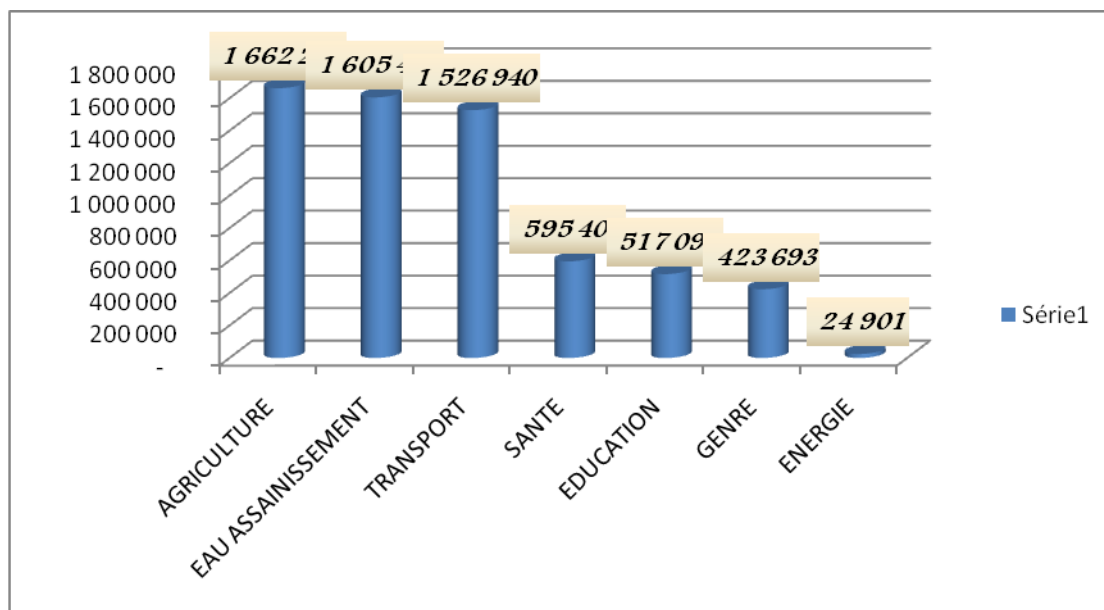
3.10 Commentaires par source de financement:

Il apparait dans ce graphique et du tableau, que le cout total de réalisation des OMD dans la commune rurale de Abeibara s'élève à 3495 630 FCFA. Selon la clé de répartition, la Commune contribue à hauteur de 10 % soit 635 569 F/CFA, l'Etat et les PTF financent respectivement à hauteur de 35 % soit 2 224 492 et 55% soit 3 495 630 FCFA .

Graphique1 : Répartition des coûts par secteurs OMD



Graphique2 : Classement des secteurs OMD en termes de coût de financement



6 355 691

Le financement global programmé des sept secteurs OMD s'élève à 6 355 691 francs CFA. L'Agriculture représente 27,15 % (1 662 250) du montant total. Ensuite viennent les secteurs de l'Eau Assainissement (1 605 408), de Transport (1 526 940) auxquels sont alloués respectivement 25,26%, et 24,02% du montant global OMD du PDESC de la commune de Abaibara.

Ensuite, 9,37% sont consacrés au secteur de la Santé (526 406), 8,14% au secteur de l'Education (517 093) et enfin le Genre représente 6,67% (423 693) et l'Energie 0,39% (24 901).

CHAPITRE IV

PLANIFICATION/PROGRAMMATION DU DEVELOPPEMENT

Après cette synthèse du bilan- diagnostic de la situation actuelle de la commune et de sa problématique de développement, ce chapitre vise à définir le processus de planification /programmation en vue de préciser les meilleures conditions pour l'exécution physique et financière des actions du plan de développement local.

4.1- Définition de la vision stratégique de développement

4.2- Détermination des grandes d'orientations de développement

4.3- Détermination des axes stratégiques d'intervention

De ces grandes orientations découlent les axes stratégiques suivants :

- Axe 1 : L'Agriculture et sécurité alimentaire ;
- Axe 2 : L'Education ;
- Axe 3 : Le genre et autonomisation de la femme ;
- Axe 4 : La santé ;
- Axe 5 : L'Eau et l'Assainissement ;
- Axe 6 : Les routes ;
- Axe 7 : L'Energie

4.4- Cadre logique quinquennal

4.4.1- Tableau 10 : Axe stratégique Agriculture et Sécurité Alimentaire

Sommaire	Résultats escomptés	Indicateurs	Situation de référence en 2009	Cibles 2015	Localisation	Coûts en milliers de FCFA
Objectif global	Impact					
Réduire de moitié l'extrême pauvreté et la faim	La proportion de population souffrant de faim et de malnutrition a diminuée	Indice de pauvreté	29,6%	15%	Toute la commune	
		Taux d'insuffisance pondérale	32,30%	11%	Toute la commune	1620250
Objectifs spécifiques du secteur	Effets					
OBS 1. Augmentation de la production et de la productivité Agricole	Les besoins alimentaires des ménages sont mieux couverts	Les rendements			Toute la commune	280000
OBS 2. Développement des activités génératrices de revenus	Les revenus des exploitants ont augmenté	Taux d'accroissement des revenus	7%	50%	Toute la commune	837250
OBS 3. Amélioration de l'alimentation des enfants en âge scolaires, des filles adolescentes et des femmes enceintes et allaitantes	Le % d'enfants scolarisés mal nourris a diminué	Le taux de malnutrition	22%	8%	Toute la commune	65000

	Les taux d'admission et de fréquentation ont augmenté	Taux d'admission/Taux de fréquentation	50%	100%	10 écoles	
OBS 4. Renforcement des capacités des exploitants en gestion de l'environnement	L'environnement est mieux préservé	Nombre de dispositifs anti érosifs/ Convention locale de gestion des ressources naturelles	5%	100%	Toute la commune	438 000
Activités	Extrants					
1.1. Aménager des superficies maraîchères	Le nombre de ménage par superficies maraîchères aménagées à diminué	Le nombre de superficie maraîchère aménagée	40	60	Intiwiké, Djoumet, Abeibara, Anhar, Tidinamis, Tagarabat	60 000
1.2. Aménager des périmètres irrigués	Le nombre de ménage par périmètre irrigué aménagé à augmenté	Le nombre de périmètre irrigué aménagé	0	0	Toute la commune	0
1.3. Introduire les plantes fertilisantes et d'arbres fruitiers dans les exploitations agricoles	Les superficies exploitées sont réhabilitées	Le nombre de plantes fertilisantes par mètre linéaire	0	0	Toute la commune	0

1.4. Installer des magasins de distribution d'intrants agricoles	Les Villages sont équipés en magasins de distribution d'intrants agricoles	Taux d'équipement des villages en magasin	0%	0%	Toute la commune	0
1.5. Mener l'IEC sur le compostage	10 fosses de démonstration sont réalisées dans les villages maraîchers	Quantité de fumure organique utilisée en (tonne/ha)	0	6	Toute la commune	120 000
1.6. Créer, équiper et approvisionner les banques de céréales	des banques de céréales sont créées; équipées et approvisionnées	Nombre de banques de céréales créées, équipées et approvisionnées	4	9	Intiwiké, Achibel, Akarkada, Agharghar, Adegiss	100 000
2.1. Développer l'aviculture villageoise	Les produits avicoles sont disponibles dans la commune	Le pourcentage de ménage ayant amélioré leur revenu	51%	75%	Toute la commune	12 500
2.2. Construire des unités de fabrique d'aliments volaille	Les unités de fabrique d'aliments volaille sont construites	Le nombre d'unité d'aliment volaille construit	0	1	Abeibara	15 000
2.3. Développer l'élevage des petits ruminants	Les produits issus de l'élevage des petits ruminants sont disponibles dans la commune	% de nombre de ménage ayant amélioré leur revenu	40%	100%	Toute la commune	7 500

2.4. Développer l'embouche bovine	Les produits issus de l'embouche sont disponibles dans la commune	% de nombre de ménage ayant amélioré leur revenu	10%	50%	Toute la commune	6 250
2.5. Construire des unités de fabrique d'aliments bétail	Les unités de fabrique d'aliments bétail sont construites	Le nombre de ménage ayant accès à l'aliment bétail	0	4	Abeibara, Adigiss, Intiwiké, Tassisset	224 000
2.6. Construire des parcs de vaccination	Les ménages éleveurs ont accès aux parcs de vaccination	Le nombre de parcs de vaccination construits	0	4	Intiwiké, Akarkada, Ahdjar, Adegiss	40 000
2.7. Construire des aires d'abattage	Les aires d'abattage sont construites	Nombre d'aires d'abattage assainies créées	0	2	Abeibara, Adegiss	10 000
2.8. Construire un marché à bétail	Les éleveurs de la commune ont accès à un marché à bétail	Nombre de marché construits	0	4	Aghli, Anhar, Intiwiké, Tassisset	200 000
2.9. Construire des puits pastoraux	L'abreuvement des animaux est assuré	Nombre de puits pastoraux construits	6	14	Toute la commune	160 000
2.10. Faciliter l'accès des exploitants agricoles aux crédits équipements	Les exploitants ont accès aux crédits	Le nombre de villages ayant accès au crédit	0	40	Toute la commune	10 000

2.11. Construire une mini laiterie	La disponibilité en produits laitiers est assurée	Nombre d'unités construites	0	2	Abeibara, Anhar	140 000
2.12. Renforcer les capacités, organisationnelles, technique et de gestion des exploitants	Les exploitants ont acquis des connaissances technique et en gestion	Le nombre de ménage exploitant dont le revenu a augmenté	10%	100%	Toute la commune	12 000
3.1. Créer et équiper les cantines scolaires	Les besoins alimentaires nutritionnel et des enfants en âge scolaire sont satisfaits	Le nombre de cantines scolaires créées et équipées	1	3	Abeibara, Adgiss	20 000
3.2. Mettre en place des jardins scolaires	Les aliments riches en micronutriment sont disponibles	Le nombre d'écoles dotées en jardins scolaires	0	3	Toute la Commune	15 000
3.3. Former et sensibiliser les femmes sur les aliments riches en micronutriments	Les exploitants connaissent les aliments riches en micronutriments	% de femmes consommant au moins 3 aliments riches en micronutriments	0%	50%	Toute la commune	12 000
4.1. Mettre en place et former les comités de gestion des infrastructures de production	Les comités de gestion des infrastructures existent et sont fonctionnels.	Le nombre de comités d'infrastructures Agricoles fonctionnels	0	4	Toute la commune	12 000

4.2. Mettre en place, former et équiper les comités locaux de sécurité alimentaire	Les comités locaux de sécurité alimentaire sont mis en place, formés et équipés	Nombre de comités locaux fonctionnels	1	9	Toute la Commune	24 000
4.3. Restaurer et protéger les écosystèmes dégradés	Les écosystèmes dégradés de la commune sont restaurés et protégés	Nombre de villages ayant reboisés et restaurés	33	100	Toute la Commune	402 000

4.4.2- Tableau 11 Axe stratégique Education

Sommaire	Resultats escomptés	Indicateurs	Situation de référence en 2009	Cibles 2015	Localisation	Couts en milliers
Objectif global	Impact					
Assurer la scolarisation universelle.	Tous les enfants de 7 à 12 ans sont scolarisés.	TBS et TNS	TBS=7% TNS =6%	TBS100% TNS100%	COMMUNE	517093

Objectifs spécifiques du secteur	Effets					
1 Augmenter le taux de scolarisation	Le taux de scolarisation a augmenté	TBS et TNS	TBS =7% TNS = 6%	TBS100% TNS100%	COMMUNE	306 706
	Les institutions préscolaires sont créées	Couverture du préscolaire	Taux préscolarisation 0%	Taux préscolarisation 5%	COMMUNE	
	Les salles de classes sont construites	Ratio élèves/Classe	Ratios élèves/classes=12	Ratios élèves/classes=40	COMMUNE	
	Les CAF et les CED sont créés	Auditeurs/centre taux d'alphabétisation	TAB 24%	Taux d'alphabétisation=48%	COMMUNE	
2. Améliorer la qualité de l'enseignement	recrutement et formation des éducateurs préscolaires	Ratio élèves/éducateurs préscolaire	Ratio élèves/éducateurs préscolaire=0	Ratio élèves/éducateurs préscolaire= 20	COMMUNE	210387
	recrutement et formation des enseignants	Ratio élèves/maîtres	Ratio élèves/maîtres 12	Ratio élèves/maîtres =40	COMMUNE	
	Les manuels scolaires sont disponibles	Ratio livres/élèves	Ratio livres/élèves=1	Ratio livres/élèves=100%	COMMUNE	
Activités	Extrants					
Création d'une institution	La commune dispose d'un	Ratio élèves/Centre	Ratio élèves/Centre=0	Ratio élèves/Centre= 60	COMMUNE	21 000

préscolaire	nouveau centre préscolaire					
Formation et recrutement de 2 éducateurs préscolaires	Les éducateurs sont recrutés et formés	Ratio élève/éducateurs	Ratio élève/éducateurs=0	Ratio élèves/éducateurs= 20	COMMUNE	14 882
Construction de 15 Salles de classe au fondamental	La commune dispose suffisamment de salles de classe au fondamental	Ratio élève/salle de classe	Ratio élève/salle de classe =12	Ratio élève/classe =40/Classe	COMMUNE	248 982
Formation et recrutement de 23 enseignants	La qualité de l'enseignement est améliorée	Ratio élèves/maître	ratio élèves/maitre 1er cycle 12	Ratio élève/maître= 40 pour 1er cycle	COMMUNE	173 014
Mise à la disposition des écoles de 1029 manuels scolaires	Les écoles sont suffisamment dotées en manuels scolaires	ratio livre/eleves	ratio livre/élève:1	ratio livre/élève =1	COMMUNE	22491
Création de 10CAF	Les enfants déscolarisés précoces et les non scolarisés fréquentent les CED et les non scolarisés les CAF	Taux d'alphabétisation	TAB 24%	TAB48%	COMMUNE	36 724
TOTAL OMD						517 093

4.4.3- Tableau 12 Axe stratégique Genre et autonomisation de la femme

Sommaire	Résultats escomptés	Indicateurs	Situation de référence en 2009	Cibles 2015	Localisation	Cout en millier de F CFA
----------	---------------------	-------------	--------------------------------	-------------	--------------	--------------------------

Objectif global	Impact					
Promouvoir l'autopromotion des filles et des femmes	Les femmes ont les mêmes chances que les hommes en matière d'emploi et de la prise des décisions	Nombre d'élues communales			COMMUNE	423 643
		Nombre de femmes fonctionnaires dans la commune etc .				
		% des femmes dans les instances de décisions .				
Objectifs spécifiques du secteur	Effets					
1 Renforcer les opportunités pour l'éducation post primaire des jeunes filles et intégrer dans les programmes scolaires des cours d'éducation sexuelle	Les opportunités pour l'éducation post primaire des filles est assurée	Nbre des jeunes filles placées en apprentissage professionnel	Ref / DR Emploi		COMMUNE	10 894
	Les filles achèvent le second cycle	Taux d'achèvement	Ref /éducation			
	Eradication des maladies liées à la sexualité	Taux de prévalence des IST et VIH démunie	Ref / Sante			
2. Investir dans l'infrastructure pour alléger les tâches des femmes et des jeunes filles	Les filles ont le temps de partir à l'école	Ratio filles /garçons	Ref-éducation		COMMUNE	4 318
	Les femmes ont le temps de faire les activités génératrices de revenus	Nombre des centres auto promotions				
3. Eliminer les inégalités de genre dans l'emploi et augmenter la représentation des femmes aux poste électifs , nominatifs et	Les femmes ont accès a l'emploi	Nombre des femmes ayant accès a un emploi décent	Ref /DR Emploi		COMMUNE	394 018
	Augmenter les femmes élues communales et les femmes responsables de	Nombre de femme candidate aux élections communales				

organes de gestion	service	Nombre de femmes responsable dans les instances de prise de décision				
4. Lutter contre les violences faites aux femmes et Garantir les droits à la propriété et à la succession pour les femmes et les jeunes filles	Bannir toutes formes de violences à l'endroit de la fille et de la femme	Nombre de femme divorcée			COMMUNE	14 413
		Taux excision de la fille				
	Les femmes ont droit à l'héritage	Nbre de mariage civil				
		Nombre d enfant enregistre à la naissance				
		Nbre de décès déclarés				
Activités	Extrants	Indicateurs	Situation de référence en 2009	Cibles 2015		
1.1. Stimuler l'intégration des TIC dans les écoles	Les écoles sont dotées de l'outil informatique et connectées	Nombre d écoles connectées			COMMUNE	6 869
		% des femmes accès au tic	0%	30%		
		% de la population accès au TIC	0%	15%		
1.2. Doter les Kits d'installation pour nouvelles enseignantes recrutées dans les zones difficiles	Les enseignantes sont aptes a exercer leur profession dans les zones difficiles	Ratio enseignantes enseignants			COMMUNE	-
1.3.Distribution de matériel scolaire sensible au genre	Les élèves ont accès aux matériels sensibles	% de la population accès au matériels sensible au genre	0%	30%	COMMUNE	436
1.4. Campagne de sensibilisation	Les élèves du 1 ^{er} cycle sont sensibilisés	Nbre de campagne organisée		3	COMMUNE	1 194

1.5.Prise de conscience en matière de santé sexuelle et reproductive	Les filles et les femmes de la commune connaissent les méthodes contraceptives et les adoptent	le nombre de campagne de sensibilisation par an	0	1	COMMUNE	2 095
1.6. Prévention du VIH des filles migrantes et vendeuses ambulantes	Les filles migrantes et les vendeuses ambulantes connaissent les modes de contamination et adoptent des comportements sains	Nbre campagnes de sensibilisation sur le VIH			COMMUNE	-
1.7.Stimuler l'implication des hommes et des jeunes dans les questions de santé reproductive	Les hommes et jeunes sont sensibilisés sur les questions de la SR	% de la population sensibilisée	0%	15%	COMMUNE	300
TOTAL DU RESULTAT 1 :						10 894
2 .1. plateformes multi-fonctionnelles		Ref /DREnergie			COMMUNE	-
2.2. sensibilisation sur l'utilisation des foyers améliorés	Les femmes sont sensibilisées a l importance de l utilisation des foyers améliorés	Nbre de campagnes de sensibilisation	60%	100%	COMMUNE	4 318
2.3 installation des moulins et décortiqueuses		Ref /DR Energie			COMMUNE	-
2.4 sensibiliser les hommes sur l'allègement des tâches des femmes	Les hommes sont sensibilisés sur les tâches	Nbre d hommes sensibilisés			COMMUNE	-
COUT TOTAL DU RESULTAT 2						4 318

3.1. Accès au micro-crédit	Des structures de micro finances opèrent dans la commune a des taux intérêt bas	% des femmes ayant accès au micro crédit	5%	30%	COMMUNE	363 173
3.2. Formation à l'insertion professionnelle des filles adolescentes	Les adolescentes exercent une AGR	% des filles descolarisées formées	0%	30%	COMMUNE	30
3.3. Appui aux opératrices économique	Les opératrices économiques bénéficient des avantages dans l'accès au crédit	Nbre O E accompagnées			COMMUNE	-
3.4.Promouvoir les centres auto promotion	Des centres d'autopromotion des femmes et des filles sont fonctionnels dans la commune	% des filles et des femmes couvert par les centres autopromotions	0%	30%	COMMUNE	-
3.5. Formation des candidates femmes aux élections	La représentation des femmes aux instances politiques est améliorée	% des femmes candidates formées		100%	COMMUNE	1 650
3.6.Appui aux femmes élues	Les femmes élues disposent des compétences pour assurer la bonne gestion de la commune	% des femmes élues formées	0%	100%	COMMUNE	-
3.7.Campagne de sensibilisation médiatique	Les femmes sont sensibilisées pour être leaders	Nbre de campagnes médiatiques	0	1	COMMUNE	360
3.8.Formation en leadership	Les femmes sont formées en leadership	% des femmes candidates formées	0%	100%	COMMUNE	7 710

		% des cadres des ONG formés	10%	100%		
3.9.Renforcement des capacités de la société civile	Les capacités des membres de la société civile sont renforcées en genre et développement	%d'association et ONG renforcées	25%	100%	COMMUNE	21 095
		% de partis politique renforcés	25%	100%		
		COUT TOTAL DU RESULTAT 3				
4.1. Former des professionnels (sécurité, éducation, socio-sanitaire) pour prévenir et prendre en charge les violences faites aux femmes/ filles	Les femmes et les filles sont mieux protéger contre les violences	Nbre de professionnels formés	15	48	COMMUNE	2 782
4.2.Sensibilisation (scolaire, communautaire)	Les populations sont mieux informées sur les pratiques néfastes de la femme et de la fille	Nbre de campagnes de sensibilisation	0	2	COMMUNE	2 596
4.3. Créer/Renforcer les moyens de communication pour les victimes de violence	Les femmes et les filles disposent des canaux de communication pour s'exprimer	Nbre de radios concernées			COMMUNE	2 410
		% la population filles et adolescente féminine couvert	0%	20%		
4.4. Assurer des soins médicaux aux victimes de violence	Les victimes sont pris en charge	% de la population couvert par les CSCOM	0%	100%		1 050
4.5. Promouvoir/ Développer l'accès égal aux droits	Les femmes jouissent les mêmes droits que les hommes	% d'autorité locale formé	15%	80%	COMMUNE	1 750
		le nombre de campagne de sensibilisation par an	0	1		
4.6. Sensibiliser sur les systèmes d'enregistrement à l'état civil : (naissance, mariage	Les hommes et les femmes de la commune sont sensibilisés sur les avantages des faits d'état	% des adultes sensibilisés	50%	100%	COMMUNE	3 825

et décès)	civil					
COUT TOTAL DU RESULTAT 4						14 413
TOTAL OMD						423 643

Suite

4.4.4- Tableau 13 Axe stratégique Santé

CADRE LOGIQUE OMD COMMUNE

ABEIBARA

sommaire	Resultats escomptés	Indicateurs	Situation de references 2009	Cibles en 2015	Localisation	Couts
Objectif global	Impact					

Combattre le paludisme, le VIH/SIDA, tuberculose et autres maladies	D'ici 2015, avoir stoppé la propagation du VIH/sida ,Palu et Tuberculose et commencé à inverser la tendance actuelle	Les taux de prévalence ont fortement diminué				
Objectif spécifique	Effets					
Activités :Paludisme	Extrants					
Distribuer 10641 moustiquaires Imprégnés	95 % de la population utilisent les MII	La proportion des cibles disposants de MII	26%	95%	Toutes les Fractions	11 624
Organiser 5 campagnes de sensibilisation/an pour l'utilisation des MII	Les messages de sensibilisation sont diffusés à travers les canaux appropriés et 95% de la population utilisent des MII	% de la population utilisant des MII	10%	95%	Toutes les Fractions	4 643
Prendre en charge 836 cas de paludisme	100% des enfants et des femmes enceintes sont pris en charge	Le taux de prise en charge du paludisme	10%	100%	Toutes les Fractions	4 011
					Total Paludisme	20 278
Activités: Tuberculose	Extrants					0

Traiter 153 cas de Tuberculose depistés par la stratégie DOTs	100% des malades sont sous DOTs	Le taux de prise en charge de la tuberculose	27%	100%	Toutes les Fractions	7 623
					Total Tuberculose	7 623
Activités: vih/sida	Extrants					0
Prendre en charge (prévention, soins,et traitement ,assistance) des cas de VIH/SIDA	les activités appropriées de lutte contre le VIH/Sida sont menées	Le taux de prise en charge des malades	0%	100%	Toutes les Fractions	84 028
					Total ViH	84 028
Total 1						111 929
sommaire	Resultats escomptés	Indicateurs	Situation de references 2009	Cibles en 2015	Localisation	0
Objectif global	Impact					0
Réduire de trois quarts le taux de mortalité maternelle	la prevalence de la mortalité maternelle a fortement duminué		464/100000	154/100000		0
Objectif spécifique	Effets					0
Ameliorer la santé maternelle	la santé maternelle est améliorée	taux de mortalité maternelle	464 pour 100 000	154/100000		0
Activités	Extrants					0

Assurer le suivi prénatal de 1268 femmes	100% des femmes enceintes ont bénéficié des soins prénataux	Taux de CPN	64%	100%	Toutes les Fractions	3 945
Prendre en charge 1303 cas d' IST	100% de cas IST sont diagnostiqués et pris en charge	Taux de prise en charge	45%	100%	Toutes les Fractions	2 235
Améliorer les soins d'accouchement de 1054 femmes enceintes	90 % des femmes bénéficient des soins à l'accouchement	taux d'accouchement assisté par un personnel qualifié	37%	90%	Toutes les Fractions	4 124
Offrir des services de planning familial à 1532 femmes.	100% des femmes enceintes ont bénéficié des services du PF	Taux d'utilisation de planning familial	19%	100%	Toutes les Fractions	7 682
Augmenter l'accès aux soins postpartum pour 932 femmes accouchées	80 % femmes bénéficient des soins postpartum	taux d'accès aux soins de postpartum	16%	80%	Toutes les Fractions	136
Assurer la prise en charge de 622 femmes en urgences obstétricales	80% femmes bénéficient des soins d'urgence obstétricale	Satisfaction des besoins en urgence obstétricale	8%	80%	Toutes les Fractions	9 957
Assurer les soins de 1155 nouveaux nés	90 % des nouveaux nés bénéficient des soins oculaires, complications et PTME	Taux de prise en charge	37%	90%	Toutes les Fractions	1 995
Total 2 Maternelle						30 073
sommaire	Resultats escomptés	Indicateurs	Situation de references 2009	Cibles en 2015	Localisation	0
Objectif global	Impact					0
Reduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans						0
Objectif spécifique 1	Effets					0

Réduire de deux tiers le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans	la mortalité infantile a diminué	taux de mortalité infantile	108 pour 1000	36 pour 1000		0
Activités	Extrants					0
Delivrer des soins de santé primaires à (vaccination, traitement, approvisionnement en eau...) enfants de moins de 5 ans	100% des enfants de moins de 5 ans beneficent des soins de santé primaire	Taux de soins curatifs primaires	39%	100%	Toutes les Fractions	3 223
organiser les activités vaccinales pour enfants,	Tous les enfants de 0-11 MOIS beneficent de la vaccination de routine	Taux de couverture vaccinale du PEV	60%	100%	Toutes les Fractions	1 399
organiser les activités de soins hospitaliers pour cas de maladies d'enfant	la PCIME communautaire est pratiquée pour 100%	taux de prise en charge	15%	100%	Toutes les Fractions	83 621
Total 3 infantile						88 243
	Resultats escomptés	Indicateurs	Situation de references 2009	Cibles en 2015	Localisation	0
Objectif global	Impact					0
Améliorer l'accessibilité aux services de santé						0
Objectif spécifique	Effets					0
ameliorer la qualité des soins et services						0
Activités	Extrants					0
						0
Construire CSCOM (3 CSCOM à construire)	l'infrastructure est construite et fonctionnelle,	nombre de Cscm fonctionel	1	4		225 000

					0	
Recrutement de 3 Medecins, 3 Infirmiers, 3 sage-femmes,	les personnels qualifiés sont disponibles	nombre de ressources humaines disponibles	medecins, sage-femme, infirmiers d'Etat	Medecins, sages-femmes, infirmier d'Etat		75 600
Recrutement de gardiens et manœuvres	les gardiens et les manœuvres sont recrutés	nombre de gardien et manœuvre recrutés	1	10	0	0
appui au système de référence/évacuation	la référence/évacuation est appuyée	le taux de paiement des quotes part	10%	100%	Commune	12 000
formation continue du personnel technique et administratif	les personnels suivent des formations de mise à niveau	nombre de personnel beneficant de formation de mise à niveau	0%	100%	Commune	34 560
Mobilisation communautaire	Les concertations communautaires sont tenues	Nombre de journées de concertation, messages véhiculés	10%	100%	Toutess les fractions	18 000
Total 4						365 160
Total Santé						595 406

Sommaire/Description du projet	Résultats escomptés	Indicateurs	Situation de référence en 2010	Cibles 2015	Localisation	Couts (en milliers)
--------------------------------	---------------------	-------------	--------------------------------	-------------	--------------	---------------------

4.4.5- Tableau 14 Axe stratégique 5 : Eau-Assainissement

Suite

4.4.6- Tableau 15 Axe stratégique : Route

Objectif global du secteur Route	Impact					
Assurer le désenclavement intérieur et extérieur de la Commune Rurale d'ABEIBARA pour contribuer à l'atteinte des OMD1, OMD 2, OMD3, OMD4 et OMD8, à l'horizon 2015	Le désenclavement intérieur et extérieur de la Commune Rurale d'ABEIBARA est assuré à 50% (102km)	Taux de désenclavement routier (%)	0 %	50%	Tous les villages des axes routiers concernés	1 526 940
Objectifs spécifiques du secteur Route	Effets					
N°1. Assurer la maintenance des pistes saisonnières communales	Les 102km de pistes saisonnières sont praticables en toutes saisons	Taux de désenclavement par les pistes d'intérêt communal	0%	50%	Tous les villages des axes routiers concernés	1 526 940
Activités	Extrants					
Réaliser les Travaux d'entretien courant de pistes saisonnières d'intérêt communal	L'entretien courant de 102km des pistes d'intérêt communal est assuré	Longueur des pistes d'intérêt communal réalisée en entretien courant	0 km	102 km	Tous les villages des axes routiers concernés	275 400
Exécuter les travaux d'entretien périodique des pistes d'intérêt communal	L'entretien périodique de 102 km des pistes d'intérêt communal est assuré	Longueur des pistes d'intérêt communal réalisée en entretien périodique	0 km	102 km	Tous les villages des axes routiers concernés	1 224 000
Exécuter les travaux routiers d'urgence de la piste d'intérêt communal	Les travaux routiers d'urgence de 102 km de pistes d'intérêt communal sont réalisés	Longueur des pistes d'intérêt communal réalisée en entretien d'urgence	0 km	102 km	Tous les villages des axes routiers concernés	27 540

4.4.7- Tableau 16 Axe d'orientation stratégique Energie

Sommaire	Localisation	Impact	Indicateurs	Situation de référence en 2009	Cibles 2015	Coûts en milliers
Objectif global						
Contribuer à la réalisation des OMD 1, 3, 4 et 7	commune	l'énergie est disponible à moindre coût et en quantité pour les ménages, les entreprises	Taux d'électrification	0%	55%	24 901
			Taux d'utilisation des combustibles modernes (gaz, pétrole, ect)	0%	5%	
			% de villages ayant des plates-formes /moulins	100%	100%	
Objectifs spécifiques du secteur	Localisation	Effets	indicateur	Situation 2009	Cible 2015	Coût en milliers
Préservation de l'environnement	Commune	Restauration de la biodiversité	Taux d'utilisation des combustibles modernes (gaz, pétrole, ect)	0%	5%	16 967
			Taux d'utilisation des foyers améliorés	8%	50%	
Promotion de l'électrification rurale	Commune	Développement des PME/PMI	Taux d'électrification	0%	55%	7 155
Développement des stratégies d'allègement des travaux domestiques	Commune	La surcharge des femmes au foyer est réduite, amélioration de la scolarisation des filles	% de villages disposant de moulins/plates formes	100%	100%	779

Activités						
Systèmes Cuisson						
Dotation des ménages en Combustible Moderne	Commune	Production/importation de gaz	% de Ménages utilisant les combustibles modernes(gaz, pétrole, ect)	0%	5%	16 967
Dotation des ménages en Réchauds	Commune	Production/importation de réchauds à gaz				
Dotation des ménages en Foyers Améliorés	Commune	Production des foyers améliorés		% de ménages utilisant les foyers améliorés	8%	
Electrification						
Electrification	commune	Installation PV	Taux d'accès à l'électricité	0%	55%	7 155
Puissance Mécanique						
Dotation en Plate-forme Multifonctionnelles/moulins	commune	Installation Moulins/Plate-formes	% de villages disposant de Moulins /plates formes	100%	100%	779

4.5. Programme d'investissement pluriannuel et localisation des investissements

4.5.1. Tableau 17 Agriculture et Sécurité Alimentaire

ACTIONS RETENUES	Résultats escomptés	Localisation	Coûts en milliers de FCFA	Année de mise en œuvre de l'action et nombre de r									
				2010		2011		2012		2013		2014	
				Nbre	Coûts	Nbre	Coûts	Nbre	Coûts	Nbre	Coûts	Nbre	Coûts
1.1. Aménager des superficies maraîchères	Le nombre de ménages par ha aménagé a augmenté	Toute la commune	60 000	0	0	0	0	5	15000	5	15000	5	15000

1.2 Aménager des périmètres irrigués	le nombre de ménages par périmètre irrigué a augmenté	Toute la commune	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1.3..Introduire les plantes fertilisantes dans les exploitations agricoles	Les plantes fertilisantes sont introduites dans les exploitations agricoles	Toute la commune	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1.4.Installer des magasins de distribution d'intrants agricoles	Les exploitants ont accès aux intrants agricoles	Toute la commune	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1.5.Mener l'IEC sur le compaostage	Les superficies exploitées sont réhabilitées	Toute la commune	120 000	0	0	0	0	3	60000	1	20000	1	20000	
1.6. Créer, équiper et approvisionner les banques de céréales	10 Village équipé en magasin de distribution d'intrant agricole	Intiwiké, Achibel, Akarkada, Agharghar, Adegiss	100 000	0	0	0	0	3	60000	1	20000	1	20000	
SOUS TOTAL OBS1			280 000	0	0		0		135000		55000		55000	

2.1. Developper l'aviculture villageoise	Les produits avicoles sont disponibles dans la commune	Toute la commune	12 500	0	0	0	0	1	3125	1	3125	1	3125
2.2. Construire des unités de fabrique d'aliments volaille	L' unité de fabrique d'aliments volaille est construite	Abeibara	15 000	0	0	0	0	1	15000	0	0	0	0
2.3.Developper l'élevage des petits ruminants	Les produits issus de l'élevage sont disponibles dans la commune	Toute la commune	7 500	0	0	0	0	1	1875	1	1875	1	1875
2.4.Developper l'embouche bovine	Les produits issus de l'embouche sont disponibles dans la commune	Toute la commune	6 250	0	0	0	0	1	1562,5	1	1562,5	1	1562,5
2.5. Construire des unités de fabrique d'aliments bétail	L' unités de fabrique d'aliments bétail est construite	Abeibara, Adigiss, Intiwiké, Tassisset	224 000	0	0	0	0	2	112000	1	56000	1	56000

2.6. Construire des parcs de vaccination	Les ménages éleveurs ont accès aux parcs de vaccination	Intiwiké, Akarkada, Ahdjar, Adegiss	40 000	0	0	0	0	1	10000	1	10000	1	10000
2.7. Construire des aires d'abattage	Les aires d'abattage sont construites	Abeibara, Adegiss	10 000	0	0	0	0	0	0	1	5000	1	5000
2.8. Construire un marché à bétail	Le marché à bétail est fonctionnel	Aghli, Anhar, Intiwiké, Tassisset	200 000	0	0	0	0	1	50000	1	50000	1	50000
2.9. Construire des puits pastoraux	Les puits sont opérationnels	Toute la commune	160 000	0	0	0	0	2	40000	2	40000	2	40000
2.10. Faciliter l'accès des exploitants agricoles aux crédits équipements	Les exploitants ont accès aux crédits équipements	Toute la commune	10 000	0	0	0	0	10	2500	10	2500	10	2500
2.11. Construire une mini laiterie	La disponibilité en produits laitiers est assurée	Abeibara, Anhar	140 000	0	0	0	0	0	0	1	70000	1	70000
2.12. Renforcer les capacités organisationnelles, technique et de gestion des exploitants	Les exploitants ont acquis des connaissances technique et en gestion	Toute la commune	12 000	0	0	0	0	1	3000	1	3000	1	3000

SOUS TOTAL OBS2		,	837 250		0		0		239062,5		243062,5		243062,5
3.1. Créer et équiper les cantines scolaires	Les besoins alimentaires nutritionnel et des enfants en âge scolaire sont satisfaits	Abeibara, Anhar	20 000	0	0	0	0	0	0	1	10000	1	10000
3.2. Mettre en place des jardins scolaires	Les aliments riches en micronutriment sont disponibles	Toute la Commune	15 000	0	0	0	0	1	5000	1	5000	1	5000
3.3. Former et sensibiliser les femmes sur les aliments riches en micronutriments	Les femmes connaissent les aliments riches en micronutriments	Toute la commune	12 000	0	0	0	0	100	3000	100	3000	100	3000
SOUS TOTAL OBS3			65 000		0		0		25000		30000		10000
4.1. Mettre en place et former les comités de gestion des infrastructures de production	Les comités de gestion des infrastructures existent et sont fonctionnels.	Toute la commune	12 000	0	0	0	0	1	3000	1	3000	1	3000

4.2. mettre en place,former et équiper les comites locaux de sécurité alimentaire	Les comites locaux de sécurités alimentaires sont mises en place , formés et équipés	Toute la commune	24 000	0	0	0	0	2	6000	2	6000	2	6000	
4.3 Restaurer et protéger les écosystèmes dégradés	Nombre de village ayant réboissé et restauré	Toute la commune	402 000	0	0	0	0	16	96000	16	96000	16	96000	
TOTAL OBS 4			438 000		0		0		105000		105000		105000	
TOTAL GENERAL			1 620 250		0		0		504062,5		433062,5		413062,5	

4.5.2- Tableau 18 Education

S-secteurs et Objectifs spécifiques	Actions retenues	Résultats attendus	Localisation	Coûts estimatif(en millier de FCFA)	Année de mise en œuvre de l'action et nombre de réalisations / ac							
					2010		2011		2012		2013	
					Nbre	Coûts	Nbre	Coûts	Nbre	Coûts	Nbre	Coûts
Augmenter le taux de scolarisation	Création d'une Institution préscolaire	La commune dispose d'un centre préscolaire de plus	COMMUNE	21 000	-	-	-	-	-	-	-	-
	Formation et recrutement de 2 éducateurs préscolaire	Les éducateurs recrutés ont pris fonction	COMMUNE	14 882	2	2 444	-	2 252	-	2 355	-	2 479
	Construction de 15 salles de classe au 1er cycle	La commune dispose suffisamment de salles de classe au fondamental	COMMUNE	248 982	7	66 595	4	41 084	4	42 483	3	35 359
	Formation et recrutement de 22 enseignants qualifiés	Les enseignants recrutés ont pris fonction	COMMUNE	173 014	7	14 925	4	20 323	4	26 781	4	32 314
	Mise à la disposition des écoles de 1612 manuels scolaires	Les écoles sont suffisamment dotées en manuels scolaires	COMMUNE	22 491	146	1 934	154	2 672	165	3 326	176	4 042
	Création 10 CAF	Les enfants déscolarisés précoces et les non scolarisés fréquentent les	COMMUNE	36 724	10	4 728	-	5 280	-	5 853	-	6 153

		centres											
	TOTAL OMD			517 093		90 626		71 611		80 798		80 347	

4.5.3- Tableau 19 Genre

Actions retenues	Résultats attendus	Localisations	Coûts estimatif(en Millier de FCFA)	Année de mise en œuvre de l'action et nombre de réalisations / actions et coûts												Contribution		
				2010		2011		2012		2013		2014		2015		-	-	-
				Nbre	Coûts	Nbre	Coûts	Nbre	Coûts	Nbre	Coûts	Nbre	Coûts	Nbre	Coûts	Etat	Communauté	PTF
Stimuler l'intégration des TIC dans les écoles	Ref / Cadre logique	COMMUNE	6 869	3%	578	5%	612	8%	658	10%	1 092	13%	1 702	15%	2 227	2404	687	3 778
Distribution de matériel scolaire sensible au genre	Ref / Cadre logique	COMMUNE	436	5%	53	10%	54	15%	55	20%	69	25%	87	30%	119	153	44	240
Campagne de sensibilisation	Ref / Cadre logique	COMMUNE	1 194	0	0	0	0	0	0	3	398	3	398	3	398	418	119	657
Prise de conscience en matière de santé sexuelle et reproductive	Ref / Cadre logique	COMMUNE	2 095	0%	66	100%	282	100%	292	100%	314	100%	546	100%	594	733	209	1 152

Stimuler l'implication des hommes et des jeunes dans les questions de santé reproductive	Ref / Cadre logique	COMMUNE	300	3%	50	5%	50	8%	50	10%	50	13%	50	15%	50	105	30	165
sensibilisation sur l'utilisation des foyers améliorés	Ref / Cadre logique	COMMUNE	4 318	67%	577	73%	700	80%	723	87%	747	93%	772	100%	799	1 511	432	2 375
sensibiliser les hommes sur l'allègement des tâches des femmes	Ref / Cadre logique	COMMUNE	0	0%	0	PM	0	0%	0	PM	0	0%	0	0%	0	-	-	-
Promouvoir/Développer l'accès égal aux droits	Ref / Cadre logique	COMMUNE	1 750	0%	0	100%	350	100%	350	100%	350	100%	350	100%	350	613	175	963
Sensibiliser sur les systèmes d'enregistrement à l'état civil : (naissance, mariage et décès)	Ref / Cadre logique	COMMUNE	3 825	58%	565	67%	590	75%	623	83%	650	92%	683	100%	715	1 339	383	2 104
Accès au micro-crédit	Ref / Cadre logique	COMMUNE	363 173	9%	42 091	13%	48 942	18%	56 173	22%	63 802	26%	71 845	30%	80 319	127 111	36 317	199 745
Formation à l'insertion professionnelle des filles adolescentes	Ref / Cadre logique	COMMUNE	30	5%	0	10%	0	15%	5	20%	5	25%	10	30%	10	11	3	17
Promouvoir les centres auto promotion	Ref / Cadre logique	COMMUNE	0	0%	0	10%	0	15%	0	20%	0	25%	0	30%	0	-	-	-
Formation des candidates femmes aux élections	Ref / Cadre logique	COMMUNE	1 650	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	100%	1 650	0%	0	578	165	908
Appui aux femmes élues	Ref / Cadre logique	COMMUNE	0	17%	0	33%	0	50%	0	67%	0	83%	0	100%	0	-	-	-

Campagne de sensibilisation médiatique	Ref / Cadre logique	COMMUNE	360	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	100%	360	0%	0	126	36	198
Formation en leadership			7 710	25%	1 105	40%	900	55%	900	67%	1 805	85%	1 500	100%	1 500	2 699	771	4 241
Renforcement des capacités de la société civile	Ref / Cadre logique	COMMUNE	21 095	38%	2 655	50%	2 390	63%	2 425	75%	4 705	88%	4 445	100%	4 475	7 383	2 110	11 602
Former des professionnels (sécurité, éducation, socio-sanitaire) pour prévenir et prendre en charge les violences faites aux femmes/ filles	Ref / Cadre logique	COMMUNE	2 782	15	235	29	299	34	387	38	485	42	602	48	773	974	278	1 530
Sensibilisation (scolaire, communautaire)	Ref / Cadre logique	COMMUNE	2 596	2	367	2	382	2	404	2	436	2	477	2	530	908	260	1 428
Créer/Renforcer les moyens de communication pour les victimes de violence	Ref / Cadre logique	COMMUNE	2 410	3%	0	7%	0	10%	0	13%	0	17%	0	20%	2 410	844	241	1 326
Assurer des soins médicaux aux victimes de violence	Ref / Cadre logique	COMMUNE	1 050	17%	0	33%	0	50%	0	67%	0	83%	0	100%	1 050	368	105	578
TOTAL OMD			423 643		48 343		55 550		63 044		74 908		85 478		96 319	148 275	42 364	233 004

4.5.4. Tableau 20 Santé

S-secteurs et Objectifs spécifiques	Actions retenues	Résultats attendus	Coûts estimatif (en millier de FCFA)	Année de mise en œuvre de l'action et nombre de réalisations / actions et coûts												Contributions		
				2010		2011		2012		2013		2014		2015		Commune	ETA T	PTF
Secteur Santé				Nbr e	Coû ts	Nbr e	Coû ts	Nbr e	Coû ts	Nbr e	Coû ts	Nbr e	Coû ts	Nbr e	Coû ts	0,10	0	1
Combattre le paludisme, le VIH/SIDA, tuberculose et autres maladies	Distribuer 10641 moustiquaires Imprégnées	95 % de la population utilisent les MII	11624	3 586	1 937	3 586		3 586	0	3 586	0	3 586	0	3 586	0	1 162	4 068	6 393
	Organiser 5 campagnes de sensibilisation/an pour l'utilisation des MII	Les messages de sensibilisation sont diffusés à travers les canaux appropriés et 95% de la population utilisent des MII	4643	275	774	275	774	275	774	275	774	275	774	275	774	464	1 625	2 554
	Prendre en charge 836 cas de paludisme	100% des enfants et des femmes enceintes sont pris en charge	4011	1	668	1	668	1	668	1	668	2	668	1	668	401	1 404	2 206
	Traiter 153 cas de Tuberculose dépistés par la stratégie	100% des malades sont sous DOTs	7623	66	1 270	66	1 270	66	1 270	66	1 270	66	1 270	66	1 270	762	2 668	4 193

	DOTs																	
	Prendre en charge (prévention, soins, et traitement, assistance) des cas de VIH/SIDA	les activités appropriées de lutte contre le VIH/Sida sont menées	84028	7	14 005	7	14 005	7	14 005	7	14 005	7	14 005	7	14 005	8 403	29 410	46 216
Sous Total OBS1			111929		18 655		16 718		16 718		16 718		16 718		16 718	11 193	39 175	61 561
Améliorer la santé maternelle	sommaire	Resultats escomptés																0
	Assurer le suivi prénatal de 1268 femmes	100% des femmes enceintes ont bénéficié des soins prénataux	3 945	421	657	421	657	421	657	421	657	421	657	422	657	394	1 381	2 170
	Prendre en charge 1303 cas d' IST	100% de cas IST sont diagnostiqués et pris en charge	2 235	452	372	452	372	452	372	452	372	452	372	453	372	223	782	1 229
	Améliorer les soins d'accouchement de 1054 femmes enceintes	90 % des femmes bénéficient des soins à l'accouchement	4 124	287	687	287	687	287	687	287	687	287	687	287	687	412	1 443	2 268
	Offrir des services de planning familial à 1532 femmes.	100% des femmes enceintes ont bénéficié des services du PF	7 682	236	1 280	236	1 280	236	1 280	236	1 280	236	1 280	236	1 280	768	2 689	4 225
	Augmenter l'accès aux soins postpartum pour 932 femmes accouchées	80 % femmes bénéficient des soins postpartum	136	301	23	301	23	301	23	301	23	301	23	301	23	14	48	75

	Assurer la prise en charge de 622 femmes en urgences obstétricales	80% femmes beneficent des soins d'urgence obstétricale	9 957	207	1 659	207	1 659	207	1 659	207	1 659	207	1 659	207	1 659			
	Assurer les soins de 1155 nouveaux nés	90 % des nouveaux nés beneficent des soins oculaires,complications et PTME	1 995	378	333	378	333	378	333	378	333	378	333	378	333	200	698	1 097
Sous Total OBS2			30073		5 012		5 012		5 012		5 012		5 012		5 012	3 007	10 526	16 540
Réduire de deux tiers le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans	Delivrer des soins de santé primaires à (vaccination, traitement, approvisionnement en eau...) enfants de moins de 5 ans	100% des enfants de moins de 5 ans beneficent des soins de santé primaire	3223	119 71	537	119 71	537	119 71	537	119 71	537	119 71	537	119 71	537	322	1 128	1 773
	organiser les activités vaccinales pour enfants,	Tous les enfants de 0-11 MOIS beneficent de la vaccination de routine	1399	376	233	376	233	376	233	376	233	376	233	376	233	140	490	770
	organiser les activités de soins hospitaliers pour cas de maladies d'enfant	la PCIME communautaire est pratiquée pour 100%	83621	546 4	13 937	546 4	13 937	546 4	13 937	217 4	13 937	546 4	13 937	546 4	13 937	8 362	29 267	45 992
Sous Total OBS 3			88243		14 707		14 707		14 707		14 707		14 707		14 707	8 824	30 885	48 534

	Construire CSCOM (3 CSCOM à construire)	l'infrastructure est construite et fonctionnelle,	225000	0	0	0	0	1	0	1	75 000	1	75 000		7500 0	22 500	78 750	123 750
	Recrutement de 3 Medecins, 3 Infirmiers, 3 sage-femmes,	les personnels qualifiés sont disponibles	75600		12 600	4	12 600	4	12 600	4	12 600	4	12 600		1260 0	7 560	26 460	41 580
	Recrutement de gardiens et manœuvres	les gardiens et les manœuvres sont recrutés	0	2	0	2	0	2	0	2	0	2	0		0	0	0	0
	appui au système de référence/évacuation	la référence/évacuation est appuyée	12000	1	2 000	1	2 000	1	2 000	1	2 000	1	2 000	1	2 000	1 200	4 200	6 600
	formation continue du personnel technique et administratif	les personnels suivent des formations de mise à niveau	34560	4	5 760	4	5 760	4	5 760	4	5 760	4	5 760	4	5 760	3 456	12 096	19 008
	Mobilisation communautaire	Les concertations communautaires sont tenues	18000	1	3 000	1	3 000	1	3 000	1	3 000	1	3 000	1	3 000	1 800	6 300	9 900
Sous Total OBS 4			365160		233 60		233 60		233 60		9836 0		9836 0		9836 0	36 516	127 806	200 838
Total GENERAL			595 406		61 734		59 797		59 797		134 797		134 797		134 797	59 541	208 392	327 473

4.5.5- Tableau 21 Eau et Assainissement

4.5.6- Tableau 22 Routes et Transports

S-secteurs et Objectifs spécifiques	Actions retenues	Résultats attendus	Localisation	Coûts estimatif(en millier de FCFA)	Année de mise en œuvre de l'action et nombre de réalisations / actions et coûts												Etat
					2010		2011		2012		2013		2014		2015		
					km	Coûts	km	Coûts	km	Coûts	km	Coûts	km	Coûts	km	Coûts	

1. Maintenir les routes en terre moderne du Cercle dans le cadre du renforcement de l'intercommunalité	1. Réaliser les Travaux d'entretien courant de pistes d'intérêt communal	L'entretien courant de 102 km de la route d'intérêt communal est assuré.	Tous les villages des axes routiers concernés	275 400	102	45 900	102	45 900	102	45 900	102	45 900	102	45 900	102	45 900	9
	2. Exécuter les travaux d'entretien périodique des pistes d'intérêt communal	L'entretien périodique de 102 km des pistes d'intérêt communal est assuré	Tous les villages des axes routiers concernés.	1 224 000	0	0	0	0	102	612 000	0	0	0	0	102	612 000	4
	3. Exécuter les travaux routiers d'urgence de la piste d'intérêt communal	Les travaux routiers d'urgence de 102 km de pistes d'intérêt communal sont réalisés	Tous les villages des axes routiers concernés	27 540	102	4 590	102	4 590	102	4 590	102	4 590	102	4 590	102	4 590	
			TOTAL	1 526 940	204	50 490	204	50 490	306	662 490	204	50 490	204	50 490	306	662 490	5

4.5.7- Tableau 23 Energie

S-secteurs et Objectifs spécifiques	Actions retenues	Résultats attendus	Localisation	Coûts estimatifs (en millier de FCFA)	Année de mise en œuvre de l'action et nombre de réalisations / actions et coûts												Contribution		
					2010		2011		2012		2013		2014		2015		Etat	Commune	PTF
					Nbre	Coûts	Nbre	Coûts	Nbre	coûts	Nbre	Coûts	Nbre	Coûts	Nbre	Coûts			
Systèmes Cuisson																			
Préservation de l'environnement	Dotation des ménages en Combustible moderne	5% de Ménages utilisant le gaz	Commune	2 696	52	416	53	424	55	440	57	456	59	472	61	488	944	270	1 483
	Dotation des ménages en Réchauds	5% de ménages utilisant les réchauds	Commune	3370	52	520	53	530	55	550	57	570	59	590	61	610	1180	337	1 854
	Dotation des ménages en Foyers Améliorés	50% de ménages utilisant les foyers améliorés	Commune	10146	521	1563	537	1611	554	1662	572	1716	590	1770	608	1824	3551	1 015	5 580
		autres		755		126		126		126		126		126		126	264	76	415

Electricité Rurale																			
Electrification	Fourni ture des panne aux solaire s	55% de commu nautés électrifi ées	Com mune	3 578		0		716		716		716		716		716	1 252	358	1 968
		Taux d'accès à l'électri cité	Com mune	3 578															
Puissance Mécanique																			
Dotation en moulin	Install ation moulin n	100% de villages dispose de moulin	Com mune	779	0	0	0	0	0	779	0	0	0	0	0	0	273	78	428
					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
TOTAL SECTEUR ENERGIE				24 901		4 150		4 150		4 150		4 150		4 150		4 150	8 715	2 490	13 696

NB: autres=accompagnement, dépense en bois énergie etc.

CHAPITRE V

MISE EN ŒUVRE ET SUIVI EVALUATION DU PDESC

Le processus d'exécution et de suivi-évaluation du programme de développement économique, social et culturel de la commune nécessite des conditions préalables et requiert l'instauration d'une dynamique partenariale et de mobilisation des acteurs et des ressources. En conformité et en adéquation avec les procédures d'arrangement de gestion de l'Initiative. 166 communes du PNSA, il comprend deux phases principales :

- la mise en œuvre et ;
- le suivi-évaluation.

5.1- Le processus de mise en œuvre

Il vise à réaliser les interventions qui permettront d'accélérer et d'atteindre les OMD dans tous les secteurs d'intervention ciblés. C'est un processus itératif qui comporte plusieurs étapes.

5.1.1 Conditions préalables indispensables à la réalisation des OMD

Elles tiennent essentiellement à une volonté politique clairement exprimée par le Conseil Communal et doivent obéir aux principes clés suivants :

- **L'exercice effectif de la maîtrise d'ouvrage⁴** par le Conseil Communal : Il est indispensable que les membres du Conseil Communal s'approprient ledit programme et manifestent un engagement fort à le mettre en œuvre ;
- **Le déclenchement d'un processus dynamique** de participation, de responsabilisation, de consultation et de concertation associant l'ensemble des acteurs concernés (populations, autorités coutumières et religieuses, collectivités territoriales, tutelle administrative et politique, structures techniques étatiques déconcentrées, organisations de la société civile, y compris les ONG, promoteurs économiques, PTF, etc.) ;
- **Le respect du montage institutionnel** et des procédures d'arrangement de gestion de l'Initiative 166 communes, notamment la clé de répartition des besoins de financement, à savoir : la Commune 10%, l'Etat 35% et les PTF 55%⁵. Cette clé de répartition n'est pas statique ; elle est dynamique et peut évoluer en fonction du calcul des gaps à combler du cadre global de financement ;
- **La mobilisation effective des ressources internes et externes** indispensables à la mise en œuvre du programme, nécessitant outre l'accélération du processus de transfert des compétences et des ressources de l'Etat aux collectivités, l'organisation d'une mini table ronde et la mise en place d'un dispositif de plaidoyer/lobbying ;

⁴ Ce concept désigne la personne physique ou morale pour le compte de laquelle les travaux sont exécutés. C'est la possibilité pour une collectivité territoriale de disposer de moyens pour assurer et gérer les services sur son territoire.

⁵ Cf. Arrangement de gestion du Programme Initiative 166 communes du PNSA, 2011.

- **La prise en compte du genre** et son interaction dans tous les secteurs d'intervention OMD ;
- **La bonne gouvernance** exigeant une tenue régulière des sessions de prise de décision, la restitution régulière des comptes administratifs et de gestion, la lutte contre la corruption, le renforcement de la transparence et de la redevabilité, à travers, notamment l'organisation annuelle d'espaces d'interpellations démocratiques ;
- **La mise en place d'un partenariat stratégique entre la commune, l'Etat et les PTF** en vue de créer des liens synergiques permettant de mutualiser les moyens de financement
- **La promotion de l'intercommunalité** autour de projets structurants en vue d'assurer la viabilité économique et financière de la commune ;
- **La tenue régulière des sessions semestrielles du CCOCSAD** et le renforcement de ses missions en vue d'assurer l'articulation entre la mise en œuvre du PDESC et les projets /programmes sectoriels de développement ;
- Le respect du principe du **faire faire** par le réseau des prestataires professionnels de services.

5.1.2- Mécanismes et stratégies de mise en œuvre

Les mécanismes et stratégies de mise en œuvre reposent sur :

- la mise en place d'un dispositif institutionnel ;
- la programmation annuelle et la budgétisation ;
- la mise en place d'un dispositif d'information et de communication ;
- la stratégie de mobilisation des ressources ;
- la mise en œuvre du programme

5.1.2 .1- La mise en place d'un dispositif institutionnel et les mesures d'accompagnement

5.1.2.1.1- La mise en place du dispositif institutionnel

Pour conduire la mise en œuvre du PDESC, le montage institutionnel suivant est préconisé, comprenant :

- un comité technique d'exécution ou de pilotage ;
- un appui technique du Secrétaire général ;
- un expert institutionnaliste.

(i) Le comité technique d'exécution

Le Maire peut mettre en place une structure technique pour faciliter la mise en œuvre et le suivi du PDESC. Il peut créer une nouvelle structure ou modifier / ajuster le mandat du comité de pilotage existant pour 5 ans. Le CP sera essentiellement composé de membres du CC et du CCOCSAD présidé par la tutelle. Il sera conduit par le Maire et comportera en son sein tous les adjoints et le SG. Il est indispensable dans ce comité que chaque membre se voit confier spécialement la responsabilité de l'atteinte d'un Objectif OMD.

(ii) *L'appui technique du Secrétaire Général*

Le Secrétaire Général, sous la houlette du Maire, apportera l'appui technique nécessaire à la réalisation des activités. Il fera également un suivi rigoureux du processus en étroite collaboration avec le comité de pilotage de mise en œuvre.

(iii) *L'appui-conseil d'un expert institutionnaliste⁶*

Il jouera un rôle d'appui/conseil dans la conduite du processus de programmation. Il aura la charge de procéder à des évaluations d'étapes et à soumettre au Maire et au besoin à chaque membre du Comité de pilotage responsabilisé, des points d'attention sur l'évolution du processus. Ces points d'attention porteront, notamment sur les éléments de dysfonctionnement et donneront l'alerte sur les éventuelles déviations du processus. L'expert étant une personne extérieure à la commune, il bénéficiera d'une autonomie d'analyse et de jugement pour conseiller au mieux et apporter un appui objectif au processus.

5.1.2.1.2- Les mesures d'accompagnement

L'exécution du programme ne se fait pas de façon spontanée ; il importe que diverses mesures soient prises pour pousser les exécutants vers la réalisation des objectifs assignés au PDESC. C'est pourquoi les premiers types de mesures à prendre seront, notamment :

- les mesures relatives à **l'information**, dans le but de présenter le programme de développement aux populations (vulgarisation et appropriation) ;
- les mesures relatives à la **responsabilisation**, dans le but de définir pour chaque intervention, les responsables et leurs attributions respectives ;
- les mesures **incitatives** pour susciter l'intérêt des acteurs au développement ;
- les mesures d'autorité relatives aux **contrats de performances** entre la commune, les services techniques déconcentrés, les programmes et projets, les ONG et tous les autres acteurs du développement. Ce contrat définit les objectifs, les activités à mener, les engagements des parties concernées, ainsi que les modalités de gestion et de mise en œuvre. Les contrats seront suivis et annuellement renouvelés au besoin.

5.1.2.2- La programmation annuelle et la budgétisation

La programmation annuelle est une réflexion sur la manière d'exécuter le PDESC. Elle est placée sous la responsabilité du Conseil Communal, représenté par le Maire. Sa réalisation est conduite par le CP avec la participation active des acteurs concernés ou leurs représentants dans le chef-lieu de la commune. Elle concerne :

- l'action et les activités ;
- les moyens financiers ;
- l'utilisation des ressources, des moyens humains et des compétences ;
- les moyens matériels disponibles ;
- l'utilisation de la technologie disponible.

⁶ Il s'agit d'un poste technique dont la prise en charge pourrait être assurée par un partenaire technique et financier intervenant dans la commune

La programmation doit concerner non seulement les projets ou actions, mais aussi la mobilisation des recettes. Il s'agira de budgétiser les investissements que la commune entend réaliser et faire ainsi du budget un outil de développement. La session budgétaire doit planifier les ressources (le niveau des impôts et taxes à collecter, l'appel de fonds au niveau des partenaires), mais aussi les dépenses d'investissement en relation avec le programme, les financements acquis et à rechercher.

Concernant les projets intercommunaux, la structure de concertation et de coopération adopte le programme annuel élaboré par les responsables de projets en collaboration avec les Conseils de collectivités, les autorités villageoises ou de fractions et les acteurs concernés.

5.1.2.3- La stratégie de mobilisation des ressources et la recherche de financement

Sans ressources financières, humaines et matérielles, il sera difficile de mettre en œuvre le PDESC. Il est donc important que la commune, en collaboration avec les services techniques et les populations, puisse améliorer ses recettes.

La contribution de l'Etat à travers l'appui budgétaire, les 5 dotations du FNACT⁷ et des autres instruments à mettre en place doivent contribuer substantiellement à la mise en œuvre des interventions en vue de l'atteinte des OMD. En outre, les contributions des PTF et de tous les autres acteurs du développement seront nécessaires sinon indispensables.

Le PDESC est un outil référentiel de négociation et de plaidoyer/lobbying. Avant d'engager la mobilisation des ressources, le CC se doit de développer davantage chacune des interventions sous forme d'un « **petit dossier projet de recherche de financement** ». L'intérêt de ce travail est de donner plus de lisibilité à chacun des axes d'interventions dans ses liens synergiques avec les autres.

Pour les mécanismes et modalités de mobilisation des ressources financières nécessaires à la mise en œuvre des interventions préconisées, trois formes de stratégies sont possibles⁸.

- **Financement par action** : il s'agit de chercher de manière ciblée des financements par action, en s'adressant à plusieurs partenaires. Cette stratégie peut s'étaler sur six (6) mois voire un (1) an, l'objectif étant qu'au bout de cette échéance, que toutes les actions soient financées. Ceci nécessite d'avoir une personne chargée uniquement de recherche de fonds.
- **Financement par axe d'intervention** : il s'agit d'élaborer un dossier projet pour chaque axe stratégique et de le soumettre à des partenaires indiqués ou à des groupes de partenaires. Cette stratégie exige un grand lobbying auprès des partenaires potentiels par axe.
- **Financement institutionnel** : il s'agit d'organiser une mini-table ronde⁹ des partenaires financiers potentiels, de leur présenter le programme en entier et solliciter

⁷ La Dotation d'Investissement, la Dotation pour les Appuis Techniques, la Dotation pour l'Appui au Fonctionnement des CT, la Dotation à la Garantie des Emprunts des CT, la Dotation pour l'Inter Collectivité (ANICT, manuel des procédures, Tome 2)

⁸ Cette stratégie s'est largement inspirée du « *Plan Stratégique du Conseil National de la Société Civile du Mali* », Rapport, 2008.

⁹ Ce mini table ronde interne ne pas à confondre avec la grande table ronde qui se tiendra dans le cadre de l'Initiative 166 communes du PNSA.

l'engagement de chaque partenaire à le soutenir en termes de pourcentage. Cette stratégie nécessite de chercher un partenaire tête de file (acquis à la cause) qui aidera à identifier les autres partenaires et à organiser la table ronde. Aussi, pour la mise en œuvre de cette stratégie, le CC peut solliciter les services d'un expert en communication (*funds raising*).

La première stratégie peut paraître fastidieuse et placer la structure dans une insécurité financière permanente, mais elle a l'avantage de maîtriser l'équilibre entre les différents axes d'intervention, car le financement d'une action peut entraîner celui d'une autre par synergie.

La seconde stratégie a l'avantage d'avoir des programmes cohérents par axe ou composante, mais présente le risque d'avoir des composantes financées à des niveaux différents. Ce qui entraîne le déséquilibre et le manque de cohérence générale du programme dans son exécution.

Quant à la troisième stratégie, elle est bien sûre la meilleure, mais peu de partenaires financiers acceptent de s'engager dans de tels schémas. Si l'avantage est d'avoir un groupe de partenaires financiers engagés, le risque est que lorsqu'un décide de se retirer, les autres le suivent, s'ils ne sont pas capables de prendre en charge la contribution du partant.

Par principe, le CC doit entreprendre une action de lobbying et de plaidoyer auprès de l'Etat et des PTF. Elle doit faire prévaloir sa qualité de maître d'ouvrage du développement local. Ces appuis peuvent être en partie en nature ou en services (mise à disposition de locaux, de personnel qualifié pour des postes techniques, etc.) et aussi en espèces, sous formes de fonds.

5.1.2.4- Mise en œuvre du programme

Elle consiste à réaliser de manière effective les interventions et projets retenus dans le PDESC, à travers le programme d'investissement annuel. La mise en œuvre du programme annuel est exécutée, à travers les budgets de la commune et des programmes, ainsi que des budgets des autres intervenants. Les conseils de villages/fractions/quartiers, les services communaux, les services techniques déconcentrés, les ONG, les PTF et les autres acteurs locaux, sont impliqués dans l'exécution du PDESC.

5.2- Le système de suivi-évaluation

L'objectif du système de suivi-évaluation préconisé est de collecter et gérer des informations sur l'état d'avancement des activités, les résultats et effets des interventions afin de contribuer à l'impact. Dans cette optique, on distingue deux (2) niveaux de suivi :

- le suivi de la mise en œuvre des activités du PDESC ;
- le suivi des résultats et de l'impact des interventions.
- Le suivi de l'exécution financière

5.2.1- Mise en place du dispositif de suivi-évaluation

Le Conseil communal doit mettre en place, une organisation autour du système de suivi, qui permettra d'accompagner l'état d'exécution du programme de développement, de suivre l'atteinte des OMD, à travers un nombre d'indicateurs permettant, en même temps, d'améliorer la performance de la commune (l'apprentissage et l'ajustement).

Le maire qui est le point focal aura comme attributions spécifiques :

- Préparer les travaux des Commissions Thématiques aux différents niveaux,
- Assurer le secrétariat technique desdits travaux,
- Assurer le suivi contrôle (à la tête d'une d'une commission) et rendre compte de l'exécution technique et financière des activités programmées,
- Participer aux missions de supervision et d'évaluation du programme,
- Animer le système de suivi-évaluation à travers la collecte, le traitement préliminaire et l'acheminement régulier des données vers les structures régionales.

La démarche est la suivante :

Au niveau de chaque commune, le suivi exécution sera réalisé dans le cadre du respect de l'exécution des PDSEC orientés sur les OMD.

Le maire est sollicité dans la collecte et la centralisation des données par axe OMD en rapport avec les services techniques déconcentrés et les maîtres d'ouvrages délégués des travaux. Ils auront pour tâches spécifiques de produire trimestriellement et semestriellement des rapports d'analyses et d'outiller les collectivités territoriales pour la participation à la conception et au suivi évaluation des actions

5.2.1.1- Suivi de la mise en œuvre

Cette étape qui s'étend sur toute la phase d'exécution consiste à s'assurer de la réalisation effective des projets et de leurs effets au niveau de la population. Le suivi d'exécution a pour but de mesurer, à travers des opérations distinctes (projets, programmes sectoriels et zonaux), la conformité des réalisations avec les prévisions. Ainsi, le suivi du processus d'exécution doit permettre de :

- mesurer les écarts entre réalisations et prévisions ;
- approfondir l'analyse des causes en vue de procéder aux ajustements nécessaires.

Les outils utilisés par les services de planification pour assurer ce suivi sont des fiches sur l'état d'avancement de l'exécution des projets et programmes. Elles sont remplies par les organes en charge de l'exécution (autorités des collectivités territoriales) en collaboration avec les agents d'appui conseil.

5.2.1.2- Suivi des résultats et des impacts du PDESC

Le dispositif de suivi- évaluation doit permettre aux différents acteurs (collectivités territoriales, partenaires administratifs et techniques, structures d'appui conseil, communautés à la base, organes d'exécution des actions, etc.) de :

(I) Identifier, expliquer, apprécier en temps opportun :

- l'état d'avancement d'un projet et/ou d'un programme ;
- l'opérationnalité des stratégies et moyens déployés ;

- les sources de difficultés voire de blocages des opérations ;
- les résultats et leurs effets prévisibles.

(ii) Prendre des décisions d'adaptation pour une meilleure exécution des projets et programmes en vue de l'atteinte des objectifs assignés.

La situation de référence réalisée, dans toutes les 166 communes, constitue une base pour le système de suivi, et est, du coup liée aux modèles d'évaluation des besoins (costing).

5.2.1.3. Le suivi de l'exécution financière

Le suivi financier est le processus de paramétrage de l'exécution financière des projets et programmes en exécution au sein de la commune. Il consiste en l'enregistrement depuis la base, la circulation, la compilation selon les niveaux et la centralisation des dépenses effectuées. Le processus permet de déterminer périodiquement le montant total des dépenses effectuées et de les comparer aux prévisions budgétaires de manière à pouvoir connaître les écarts et rechercher les causes.

5.2.2 Système d'évaluation

Le système de suivi fournit les informations de base à l'évaluation qui, en retour, lui fournit les éléments d'explication et d'appréciation des phénomènes observés sur le terrain. Dans le contexte actuel de la décentralisation, un dispositif de suivi-évaluation aura toujours une fonction d'apprentissage pour la responsabilisation et la formation des acteurs locaux. Le suivi-évaluation des PDESC permettra aux acteurs d'identifier à temps les blocages et les défaillances dans la mise en œuvre des projets, actions et mesures d'accompagnement. La finalité du système étant de permettre aux différents acteurs de prendre les décisions et mesures correctives à temps et de manière efficace. Le système ou processus d'évaluation pourra comporter les étapes suivantes :

- l'auto évaluation annuelle (par la commune) ;
- l'évaluation à mi parcours (par un consultant externe) ;
- l'évaluation finale (par un consultant externe).

REFERENCES DES DOCUMENTS CONSULTES

- Annuaire statistiques administratifs des CPS des secteurs techniques et sociaux (Education, Santé, Genre, Eau/Assainissement, Routes, etc.) ;
- Audit technique national de l'entretien routier 2009.

- Base de données géo référencées I. 166 Communes du PNSA ;
- Base de données SIGMA 2 ;
- CSCR, 2007-2011 ;
- Décentralisation & Réduction de la pauvreté
- Démographie des Communes I. 166 Communes, 2009 ;
- Données complémentaires et témoignages fournis par les communes ;
- Enquête ad hoc de référence I. 166 Communes, 2009 ;
- Enquêtes de mise à jour de la base de données géo référencée des Communes I. 166, DRPSIAP, 2011
- Enquêtes Agricole de Conjoncture (EAC, 2010) ;
- Enquêtes Légères Intégrées auprès des ménages (ELIM, DNSI, 2004 et 2006) ;
- Enquêtes sur l'évaluation de l'indice de pauvreté (ODHD, 2006) ;
- Education, Santé, Genre, Eau/Energie, Routes et transports, etc.) ;
- Enquêtes démographiques et santé, (EDS V), 2006
- Enquêtes démographiques et santé, (EDS V), 2006
- Guide Méthodologique d'élaboration des PDESC orientés sur les OMD, (HS & JP, 2011)
- Ligne de base du Programme Conjoint, 2010
- Méthode d'évaluation des besoins pour la réalisation du Millénaire pour el Développement.
- Notes sur l'Initiative 166 Communes du PNSA ;
- Note, démarche méthodologique d'élaboration des PDESC basés sur les OMD dans les communes de Dioro et de Farakou Massa ;
- Paquet d'outils méthodologiques d'élaboration et de révision des PDESC orientés sur les OMD ;
- PDESC classiques des communes concernées, 2010-2011 ;
- Programme I. 166 Communes du PNSA, 2011 ;
- Programme Conjoint SA et Nutrition Bandiagara, 2011 ;

- Plan Décennal, 2006-2015 ;
- Politique Nationale Genre (PNG-Mali), 2011 ;
- Recensement Général de la Population d'avril 2009;
- Recensement Général de l'Agriculture (RGA, 2004) ;
- Résultats enquêtes CMDT eau 2010 – 2012 ;
- Scénario Gleneagles du Mali, rapport national 2009 ;
- Tableau des coûts unitaires DNACPN ;

ANNEXES

ANNEXE 1 : Démarche du processus de révision du PDESC

Phase 1 : Présentation des outils et méthodes pour la révision du PDESC	Phase 2 : Evaluation du PDESC pour vérifier la prise en compte des OMD	Phase 3 : Réalisation du diagnostic technique/secteur OMD et synthèse des différents diagnostics	Phase 4 : Evaluation des besoins et des coûts	Phase 5 : Détermination des grandes orientations, axes et objectifs stratégiques	Phase 6 : Cadre logique	Phase 7 Plan d'investissement pluriannuel
Démarche : Exposé /discussions s/débats	Démarche : Analyse de contenu du PDESC	Démarche : Identification des potentialités et des contraintes par secteur OMD	Démarche Evaluation des besoins et des coûts à partir de la base de données I 166	Démarche : Identification des orientations ; stratégiques	Démarche : Identification du quoi, du comment, des résultats, des indicateurs, des actions, Etc.	Démarche : Programmation des interventions avec leur coût de 2010
Outils : -Démarche de révision d'un PDESC ; -Grille Elaboration DT/secteur OMD	Outils : Grille d'évaluation	Outils : -Modèles sectoriels OMD ; Grille d'évaluation et d'analyse diagnostique ;	Outils : Logiciel de costing 166 communes	Outils : Rapport diagnostic par secteur OMD.	Outils : Résultats du costing	Outils : Résultats du costing
Résultats : Compréhension de la démarche	Résultats : Les OMD manquants sont identifiés et pris en compte	Résultats : L'état des lieux par secteur OMD est disponible.	Résultats : Les besoins et les coûts des interventions sont définis.	Résultats : les orientations stratégiques sont formulées.	Résultats : Un cadre logique est élaboré pour la réalisation des OMD.	Résultats : Le Plan pluriannuel d'investissement est élaboré.

ANNEXE2 : Démarche méthodologique simplifiée de révision d'un PDESC orienté sur les OMD

ETAPE I : BILAN DES DIAGNOSTICS TECHNIQUE (DT) ET PARTICIPATIF (DP) DU PDESC CLASSIQUE (Evaluation)

1.1 Objectifs

- Procéder à une analyse critique des résultats du bilan diagnostic actuel de la commune par secteur tel que décrit dans le PDESC sortant (forces/faiblesses) ;
- Evaluer la tendance du degré de prise en compte des OMD ;
- Dégager les axes d'orientation stratégique du développement de la commune ;
- Vérifier le niveau de cohérence et de conformité des actions engagées par le PSDR et le PDESC de la région

1.2 Outils

- Document de PDESC (bilan diagnostic, situation de référence, grilles, tableaux) ;
- Modèles de costing.

1.3 Démarche

- Vérifier dans le PDESC, si le Diagnostic technique tel que décrit prend en compte les 7 secteurs OMD ;
- En cas d'écart, il faut ajouter les secteurs OMD manquants ;
- Actualiser le Diagnostic Technique par secteur OMD, à partir des informations disponibles dans le cadre de l'évaluation des besoins et des coûts des OMD (Introduction des données de couverture au niveau du diagnostic) ;
- Etablir la cohérence DT/PDESC Classique avec la situation de référence établie dans le cadre de l'évaluation des besoins et des coûts des OMD ;
- Mise en relation secteurs OMD et non OMD
- Détermination des axes d'orientation stratégique du développement de la commune :
 - **Axe d'orientation 1** : Appui à la réalisation des OMD
 - Agriculture et Sécurité alimentaire,
 - Education
 - Genre et autonomisation des femmes
 - Santé
 - Eau et assainissement
 - Infrastructures de base (routes, transports, Energie, NTICs)
 - **Axe d'orientation 2** : Appui à la réalisation des autres domaines (commerce, industrie, artisanat, culture et sport) :
 - Amélioration de la qualité des produits de l'artisanat ;
 - Promouvoir la culture ;
 - Développer le commerce ;
 - Etc

ETAPE II. PLANIFICATION/PROGRAMMATION DU DEVELOPPEMENT

2.1 Objectifs

- Déterminer les principaux axes d'intervention ;
- Déterminer les cibles/résultats attendus ;
- Formuler les objectifs du PDESC (PM, Cf. Axes d'intervention) ;
- Formuler la stratégie de mise en œuvre ;
- Elaborer le cadre logique (Objectifs, Résultats, Actions, indicateurs, Acteurs, etc.).

2.2 Outils

- Modèles de costing
- Synthèse du diagnostic révisé ;
- Grille d'analyse des principales contraintes/difficultés et des propositions de solutions ;
- Grille de formulation des axes d'intervention et des objectifs.

2.3 Démarche

- Détermination des principaux axes d'intervention ;
- Détermination des cibles/résultats attendus ;
- Formulation des objectifs du PDESC (PM formulés à l'étape 1) ;
- Formulation de la stratégie de mise en œuvre ;
- Vérification du niveau de cohérence et de conformité (actions, attributions, etc.) avec les PSDR et les PDESC engagés de la région et du cercle ;
- Elaboration du cadre logique ;
- Extraction du programme pluriannuel d'investissement, à partir des modèles ;
- Elaboration du programme annuel, à partir du programme pluri-annuel.

ETAPE III : EVALUATION DES BESOINS ET DES COUTS

3.1 Objectif

- Actualiser les besoins et les coûts de tous les secteurs OMD concernés (Agriculture, santé, éducation, eau et assainissement, Genre, Energie, Transport, etc.), à partir des résultats des modèles OMD.

3.2 Outils

- Modèles de costing (accessible à partir de la base de données géo-référencée) ;
- Document de PDESC ;

3.3 Démarche

- Rédaction des rapports sectoriels sur le costing (Cf. Grille 2) ;
- Extraction des budgets à partir des modèles ;
- Extraction du scénario de financement pluriannuel.

ANNEXE 3 : Résumé des étapes du processus de révision d'un PDESC pour intégrer les OMD

ETAPE 1
Préparation du processus
ETAPE 2
Evaluation du PDESC pour prendre en compte les OMD
ETAPE 3
Analyse diagnostique/secteur OMD et synthèse des différents diagnostics
ETAPE 4
Détermination des grandes orientations stratégiques
ETAPE 5
Elaboration du cadre logique quinquennal
ETAPE 6
Elaboration du plan d'investissement pluriannuel
ETAPE 7
Rédaction de l'esquisse du document de PDESC
ETAPE 8
Rédaction du document de PDESC (version provisoire)
ETAPE 9
Restitution et validation du document de PDESC par le Conseil Communal
ETAPE 10
Finalisation du document de PDESC
ETAPE 11
Adoption et diffusion du document de PDESC

ANNEXE 4 : Tableaux des indicateurs par secteur OMD

* Agriculture et Sécurité Alimentaire

Principaux indicateurs	Couverture en 2010
Agriculteur	
% agriculteurs	
Taille moyenne des ménages	12,00
Population agricole	4 585
Nombre de ménage agricole	0%
Nombre de paquets d'équipements agricoles par ménage	1,00
% Pêcheur dans la population agricole	0%
Taille moyenne de prêts agriculteurs	0
Fertilité du sol :	
Superficie pluviale ha :	0
Superficie légumineuses	0,00
Engrais chimique par tonne /ha/année pour culture pluviale	0,010
Nombre de ménages ayant accès aux engrais chimiques pour la culture pluviale	0%
Compost en tonnes/ha/an	0,1
Maraichage	
Nombre de ménage par ha aménagé :	0
Pourcentage de petit exploitant ayant accès à la culture maraîchère	0%
Nombre d'exploitant agricole par conseiller agricole	7
Nombre de ménages agricoles par parcelle de démonstration	500
Pourcentage de ménages ayant accès aux semences améliorées	0%
Nombre de ménages par unité de distribution de semences	0
Nombre de plantes fertilisantes par ménages	
Magasin de stockage	
Nombre d'infrastructures de stockage (coopératives) AOPP SSN DRA	3
Nombre d'infrastructures de stokage (coopératives)	3
Population de pêcheur :	
Ménage pêcheur	0%
Taille moyenne des prêts pêcheurs	0
Pourcentage de ménages qui sont pisciculteurs	0,0%
Pourcentage des petits exploitants ayant accès aux crédits	0%
Pourcentage des pêcheurs ayant accès aux crédits	0%
% de ménages possédant de filet de pêche	100%
% de pêcheurs possédant une pirogue	0%
Nombre de ménages pisciculteurs par étangs	1
Retenue d'eau	
Nombre de ménages par retenue d'eau	0
Nombre de ménages par puits citerne	
Nombre de ménages par pompe	
Aire d'abattage	
Nombre de ménage par aire d'abattage	0
Nombre de ménage par parc de vaccination	0

Sommaire	Résultats escomptés	Indicateurs	Situation de référence en 2009	Cibles 2015	Localisation
Objectif global	Impact				
Extrême pauvreté et la faim	La proportion de population souffrant de faim et de malnutrition a diminuée	Indice de pauvreté	29,6%	15%	Toute la comm
		Taux d'insuffisance pondérale	32,30%	11%	Toute la comm
Spécifiques du secteur	Effets				
Augmentation de la production et de la productivité Agricole	Les besoins alimentaires des ménages sont mieux couverts	Les rendements			Toute la comm
Augmentation des activités génératrices de revenus	Les revenus des exploitants ont augmenté	Taux d'accroissement des revenus	7%	50%	Toute la comm
Amélioration de l'alimentation des enfants et des adolescentes et des femmes enceintes et allaitantes	Le % d'enfants scolarisés mal nourris a diminué	Le taux de malnutrition	22%	8%	Toute la comm
	Les taux d'admission et de fréquentation ont augmenté	Taux d'admission/Taux de fréquentation	50%	100%	10 écoles
Renforcement des capacités des exploitants et de l'environnement	L'environnement est mieux préservé	Nombre de dispositifs anti érosifs/ Convention locale de gestion des ressources naturelles	5%	100%	Toute la comm
Activités	Extrants				
Aménagement des superficies maraîchères	Le nombre de ménage par superficies maraîchères aménagées a diminué	Le nombre de superficie maraîchère aménagée	40	60	Intiwiké, Djoumet, Abeibara, Anhar, T Tagarabat
Aménagement des périmètres irrigués	Le nombre de ménage par périmètre irrigué aménagé a augmenté	Le nombre de périmètre irrigué aménagé	0	0	Toute la comm

Plantes fertilisantes et d'arbres exploitations agricoles	Les superficies exploitées sont réhabilitées	Le nombre de plantes fertilisantes par mètre linéaire	0	0	Toute la comm
Points de distribution d'intrants agricoles	Les Villages sont équipés en magasins de distribution d'intrants agricoles	Taux d'équipement des villages en magasin	0%	0%	Toute la comm
Compostage	10 fosses de démonstration sont réalisées dans les villages maraîchers	Quantité de fumure organique utilisée en (tonne/ha)	0	6	Toute la comm
Approvisionner les banques de	des banques de céréales sont créées; équipées et approvisionnées	Nombre de banques de céréales créées, équipées et approvisionnées	4	9	Intiwiké, Achibel, A Agharghar, Adegiss
Produits de l'aviculture villageoise	Les produits avicoles sont disponibles dans la commune	Le pourcentage de ménage ayant amélioré leur revenu	51%	75%	Toute la comm
Unités de fabrique d'aliments volaille	Les unités de fabrique d'aliments volaille sont construites	Le nombre d'unité d'aliment volaille construit	0	1	Abeibara
Élevage des petits ruminants	Les produits issus de l'élevage des petits ruminants sont disponibles dans la commune	% de nombre de ménage ayant amélioré leur revenu	40%	100%	Toute la comm
Produits de l'embouche bovine	Les produits issus de l'embouche sont disponibles dans la commune	% de nombre de ménage ayant amélioré leur revenu	10%	50%	Toute la comm
Unités de fabrique d'aliments bétail	Les unités de fabrique d'aliments bétail sont construites	Le nombre de ménage ayant accès à l'aliment bétail	0	4	Abeibara, Adigiss, I Tassisset

es parcs de vaccination	Les ménages éleveurs ont accès aux parcs de vaccination	Le nombre de parcs de vaccination construits	0	4	Intiwiké, Akarkada, Adegiss
d'abattage	Les aires d'abattage sont construites	Nombre d'aires d'abattage assainies créées	0	2	Abeibara, Adegiss
e un marché à bétail	Les éleveurs de la commune ont accès à un marché à bétail	Nombre de marché construits	0	4	Aghli, Anhar, Intiwiké, Tassisset
s pastoraux	L'abreuvement des animaux est assuré	Nombre de puits pastoraux construits	6	14	Toute la commune
s exploitants agricoles aux	Les exploitants ont accès aux crédits	Le nombre de villages ayant accès au crédit	0	40	Toute la commune
ni laiterie	La disponibilité en produits laitiers est assurée	Nombre d'unités construites	0	2	Abeibara, Anhar, Adegiss
capacités, organisationnelles, gestion des exploitants	Les exploitants ont acquis des connaissances technique et en gestion	Le nombre de ménage exploitant dont le revenu a augmenté	10%	100%	Toute la commune
cantines scolaires	Les besoins alimentaires nutritionnel et des enfants en âge scolaire sont satisfaits	Le nombre de cantines scolaires créés et équipés	1	3	Abeibara, Adegiss
s jardins scolaires	Les aliments riches en micronutriment sont disponibles	Le nombre d'écoles dotées en jardins scolaires	0	3	Toute la Commune

er les femmes sur les aliments micronutriments	Les exploitants connaissent les aliments riches en micronutriments	% de femmes consommant au moins 3 aliments riches en micronutriments	0%	50%	Toute la comm
former les comités de gestion tures de production	Les comités de gestion des infrastructures existent et sont fonctionnels.	Le nombre de comités d'infrastructures Agricoles fonctionnels	0	4	Toute la comm
former et équiper les comités écurité alimentaire	Les comités locaux de sécurité alimentaire sont mis en place, formés et équipés	Nombre de comités locaux fonctionnels	1	9	Toute la Comm
ger les écosystèmes dégradés	Les écosystèmes dégradés de la commune sont restaurés et protégés	Nombre de villages ayant reboisés et restaurés	33	100	Toute la Comm

* Education

ABEIBARA

Principaux indicateurs	Couverture 2009	Cible 2015
Pre-scolaire		
Ratio élèves-centres	0	60
Nombre d'enfants	0	
Nombre de Centres existants	0	
Nbr d'éducateurs	0	
Ratio élèves-éducateurs préscolaires	0	20
Premier cycle fondamental		
Le taux brut scolarisation	7%	107%
Le taux net de scolarisation	6%	100%
Ratio élève classe	12,00	40
Ratio élève maître	12,00	40
Ratio filles garçons	0,46	1
Ratio enseignantes enseignants	0,00	1
Le taux d'achèvement	1%	100%
Couverture manuels scolaires	100%	100%
Second cycle		
Ratio élève maître	0	30
Ratio élève classe	0	40
Ratio enseignantes enseignants	0,5	0,5
Le taux de transition	67%	100%
Taux d'abandon	100,00%	5%

Ratio filles garçons	1,00	1
Couverture manuels scolaires	100%	100%
Education non formel		
Taux d'alphabétisation	16%	32%
Ratio apprenants centre	21	60
Ratio apprenants -salle	21	30
Ratio apprenants - animateur	12	30

*** Santé**

.Indicateurs	Couverture 2010	Cibles 2015
Nombre de CSCOM	1	4
Médecins	1	1
Infirmiers d'Etat	1	3
Sages femmes	0	1
Infirmiers 1er cycle	2	4
Infirmières obstétriciennes	1	2
Taux de Morbidité (nourrisson)	62	30
Taux de Mortalité infantile (moins de 5 ans)		
Taux de couverture pour les principaux antigènes		
- le BCG	56%	100%
- le Penta1	56%	100%
- le Penta3	14%	100%
- le VAR	27%	100%
Soins prénataux	5%	50%
Assistance spécialisée à l'accouchement	0%	50%
Soins Postpartum	0%	30%
Soins en urgence Obstetrique	0%	100%
IST: Test et Traitement	45%	100%
Taux de Mortalité maternelle		
Taux de consultation post natale	8%	30%
Taux d'utilisation de planning familial	0,34%	5%
Taux de prévalence du palu		
Taux de couverture en Moustiquaire Imprégné	12%	50%
Nombre de cas de fistule	0	0

Prévalence du VIH en clinique prénatale (zone urbaine principale) ajustée	0	1
Prévalence du VIH en clinique prénatale (zones rurales) ajustée	0	0
Prévalence chez les adultes (15-49 ans)	1.4	0.876
Incidence annuelle de la tuberculose (Par 100000)	120	100

* Energie

Principaux indicateurs	Couverture 2009	Cible 2015
Système de cuisson		
% de ménages utilisant des combustibles modernes (gaz, pétrole, etc.)	0%	5%
% de ménages utilisant les foyers améliorés (wasa, sewa etc.)	0%	50%
Electrification rurale		
Taux d'électrification	0%	55%
Diminution de la surcharge des travaux domestiques		
% de villages disposant de moulin/plate forme	100%	100%

* Eau - Assainissement

Principaux indicateurs		Accès 2009	Cible 2015
Accès à l'Eau potable	Accès total	63,0%	81,5%
	Branchement particulier	0,0%	0,0%
	Borne fontaine	0,0%	8,5%
	PMH	21,0%	23,0%
	SHVA	0,0%	0,0%
	Puits moderne	42,0%	50,0%
Accès aux infrastructures d'Assainissement de base	Accès total	3,2%	51,6%
	Mini égouts	0,0%	0,0%
	Fosse sceptique	0,0%	0,0%
	Toilette Chasse-d'eau	0,2%	1,0%
	Latrines auto ventilées	3,0%	4,0%
	Latrines améliorée 2 fosses	0,0%	46,6%
Accès aux infrastructures d'évacuation des eaux pluviales (Collecteurs, Caniveaux)	Accès total	0,0%	50,0%
	Caniveaux	0,0%	50,0%
	Collecteurs	0,0%	0,0%
Accès aux infrastructures de	Accès total	0,0%	0,0%

gestion des Eaux usées (Puisards, Mini égouts)	Puisards	0,0%	0,0%
	Mini égouts	0,0%	0,0%
Accès aux infrastructures de gestion des Déchets solides	Accès total	0,0%	60,0%
	Equipement en Poubelles	0,0%	30,0%
	Equipement en Dépôts de transit	0,0%	100,0%
	Equipement en moyens de Transport Des déchets solides	0,0%	30,0%
	Traitement des Déchets solides	0,0%	100,0%
	Collecte /Traitement Déchets biomédicaux	100,0%	100,0%
Equipement des Ecoles en points d'eau potable	Accès total	7,7%	10,8%
	Branchement particulier	0,0%	8,1%
	BF	0,0%	0,0%
	PMH	7,7%	0,0%
	SHVA	0,0%	2,7%
	Puits moderne	0,0%	0,0%
Equipement des Ecoles en infrastructures d'assainissement	Accès total	23,1%	100,0%
	Mini égouts	0,0%	0,0%
	Fosse sceptique	0,0%	0,0%
	Toilette Chasse-d'eau	0,0%	0,0%
	Latrines auto ventilées	23,1%	100,0%
	Latrines 2 fosses	0,0%	0,0%
Equipement des Formations sanitaires en points d'eau potable	Accès total	0,0%	100,0%
	Branchement particulier	0,0%	0,0%
	BF	0,0%	0,0%
	PMH	0,0%	0,0%
	SHVA	0,0%	100,0%
	Puits moderne	0,0%	0,0%
Equipement des Formations sanitaires en infrastructures d'assainissement	Accès total	100,0%	100,0%
	Mini égouts	0,0%	0,0%
	Fosse sceptique	0,0%	0,0%
	Toilette Chasse-d'eau	0,0%	0,0%
	Latrines auto ventilées	100,0%	100,0%
	Latrines 2 fosses	0,0%	0,0%
INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES EN PANNE	Branchement particulier	0,0%	0,0%
	BF	0,0%	0,0%
	PMH	0,0%	0,0%
	SHVA	0,0%	0,0%
	Puits moderne	0,0%	0,0%
INFRASTRUCTURES D'ASSAINISSEMENT EN PANNE	Mini égouts	0,0%	0,0%
	Fosse sceptique	0,0%	0,0%
	Toilette Chasse-d'eau	0,0%	0,0%

	Latrines auto ventilées	0,0%	0,0%
	Latrines 2 fosses	0,0%	0,0%
PROGRAMME EDUCATION	% d'élèves du primaire recevant enseignement sur l'hygiène	80,0%	100,0%

*** Genre**

Tableau 5 : indicateurs Genre

<u>Principaux indicateurs</u>	<u>Couverture en 2009</u>	<u>Cibles 2015</u>
Accès des filles aux TIC %	0%	15%
Elèves filles au 1 ^{er} cycle	17	518
Elèves filles 2 ^{ème} cycle	0	105
Population féminine adulte (sup 18)	994	1181
Population féminine adolescente (15 et 19ans)	191	227
Nombre de naissances enregistré	27	Toutes les naissances
Nombre de mariage enregistré	4	Tous les mariages
Nombre de décès enregistré	2	Tous les décès
Nombre de plateforme multi fonctionnelles	0	
Nombre des moulins et décortiqueuses	1	
Femmes enseignantes	0/4	10/37
Les femmes élues	0/11	3/11
Les femmes candidates aux élections communales	1/88	20/88
Nombre de centre d'auto promotion	0	2

*** Routes et transport**

1.3.2. Indicateurs de suivi :

Les indicateurs de suivi retenus sont indiqués dans le tableau ci-dessous avec leurs cibles en 2015.

Tableau de suivi des indicateurs

Indicateurs	Couverture 2010	Cibles OMD 2015
Kilomètre de pistes saisonnières en entretien courant de la Commune	102 km	102 km
Kilomètre de pistes saisonnières en entretien périodique de la Commune	102 km	102 km
Kilomètre de pistes saisonnières en entretien d'urgence de la Commune	102 km	102 km
TOTAL ROUTES COMMUNE	102 km	102 km

ANNEXE 3 : Liste des participants à l'atelier

N°	Noms et Prénoms	Fonction / Structure
1	Sekou TRAORE	CPS éducation
2	Oumane SYLLA	CPS / Santé
3	Abdoulaye BABA ARBY	CPS / Agriculture
4	Moriba MAGASSOUBA	CPS/ ETC
5	Damassa BOUARE	DNH/ Division DSSP
6	Hallassy SIDIBE	Conseiller technique CSA / COMD
7	Moussa TRAORE	Conseiller technique CSA / COMD
8	Salif Ismaila TRAORE	Assistant COMD
9	Mme SOW Oumou BAGAYOKO	Coordinatrice PRCAPL
10	Boubacar SISSOKO	DNCT
11	Ibrahim MAIGA	CPS/ MATCL
12	Bandiougou DIARISSO	CPS / Culture
13	Souleymane DEMBELE	DNPD
14	Diakaridia KAMATE	PRECAGED
15	Boubacar MAIGA	CFCT
16	Boucary KOSSIBO	CSA
17	Mady KEITA	Assistant technique CSLP